

**CONSEIL COMMUNAL DE BRUXELLES**  
**GEMEENTERAAD VAN BRUSSEL**

Séance publique du lundi 23 septembre 2019

Openbare vergadering van maandag 23 september 2019

Séance publique

Openbare zitting

La séance publique est ouverte à 16h23 sous la présidence de M. Mohamed Ouriaghli.

De openbare vergadering wordt geopend om 16h23 onder voorzitterschap van dhr. Mohamed Ouriaghli.

Excusés – Verontschuldigen : Mmes Temmerman, Nagy et Hariche, M. Wauters.

**M. le Président.**- En l'absence de Mme Temmerman, Présidente du Conseil, et en application des articles 8 bis et 71 de la Nouvelle loi communale, la séance est présidée par le Conseiller communal le plus ancien dans l'ordre du tableau de préséance qui n'est ni bourgmestre, ni échevin, ni président du CPAS, soit M. Mohamed Ouriaghli.

**M. Coomans de Brachène.**- Je constate que le quorum de présence n'est pas atteint sur les bancs de la majorité.

**M. le Président.**- Plusieurs sont sur le point d'arriver.

**M. Coomans de Brachène.**- Il serait bon de respecter l'horaire.

**Mme Debaets.**- Il y a deux mois, un couple d'amis m'a demandé de célébrer leur mariage. Je ne pensais pas que cela était possible, car je ne suis que Conseillère de l'opposition. Mais M. El Ktibi m'a autorisée à le faire et ses services m'ont magnifiquement accompagnée pour ce premier mariage. Je salue son fair-play. Cela

montre que malgré nos divergences, il existe une certaine collégialité. Je l'en remercie.

*(Applaudissements)*

**De heer Vanden Borre.**- Mijnheer de voorzitter, u hebt in een jaar tijd al een heel parcours afgelegd, eerst was u gewoon gemeenteraadslid, daarna schepen en nu bent u voorzitter van de gemeenteraad. Ik feliciteer u daarvoor.

Ik wil evenwel een opmerking maken met betrekking tot de tweetaligheid. Mevrouw Temmerman slaagt erin op dat vlak het evenwicht te bewaren en ik hoop dat u dat ook zult doen.

Voorts wil ik inpikken op wat mevrouw Debaets heeft gezegd. Onlangs ben ik in dit stadhuis gehuwd en het was de burgemeester die ons huwelijk heeft voltrokken, wat hij voortreffelijk heeft gedaan, met veel respect en egards. Ik ben het volkomen eens met mevrouw Debaets dat er over de partijgrenzen heen respect moet bestaan voor een persoon en zijn privéleven. Ik wil de burgemeester daarvoor bedanken.

### **Procès-verbal de la séance du 9 septembre 2019**

#### **Notulen van de zitting van 9 september 2019**

**M. le Président.**- Conformément à l'article 89, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale et à l'article 78 du règlement d'ordre intérieur, le projet de procès-verbal de la séance du 9 septembre 2019 a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs avant ce jour.

Overeenkomstig artikel 89, alinea 2, van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 78 van het huishoudelijk reglement, werden de ontwerp-notulen van de zitting van 9 september 2019 ter inzage van de Gemeenteraadsleden gelegd, gedurende de zeven voorbije vrije dagen.

### **Communications - Mededelingen**

**M. le Président.**- Conformément aux dispositions des articles 234 et 236 de la Nouvelle loi communale, le Collège a ajouté à l'ordre du jour les points 119, 120 et

128 repris au supplément à cet ordre du jour, daté du 19/09/2019.

Overeenkomstig de bepalingen van de artikels 234 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College de agenda aangevuld met de punten 119, 120 et 128, vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 19/09/2019.

**M. le Président.**- Vu l'urgence, le Collège propose d'ajouter à l'ordre du jour les points 117, 118, 121 à 127, 129 et 136 à 138 repris au supplément à cet ordre du jour, daté du 19/09/2019.

Gelet op de dringendheid, stelt het College voor om de agenda aan te vullen met de punten 117, 118, 121 tot 127, 129 en 136 tot 138 vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 19/09/2019.-

**M. Weytsman.**- La motion me pose problème. Mon groupe n'y est certainement pas opposé, mais vu l'importance du sujet, je souhaite que les partis de l'opposition y soient associés. Le texte repose largement sur le Plan climat élaboré par l'ancienne majorité. Par contre, il n'a pas été introduit de manière réglementaire, puisque les chefs de groupe l'ont reçu vendredi soir. Vu l'importance de son objet, je souhaite qu'il soit mis à l'ordre du jour du prochain Conseil communal. Le groupe MR serait très heureux de participer à un groupe de travail sur le sujet.

**Mme El Bakri.**- Cette motion est une très bonne initiative du Collège. Par contre, nous l'avons reçue très tard. Ce week-end, nous avons organisé un grand festival où la question du climat a été mise à l'honneur. Nous avons eu l'honneur d'y recevoir Anuna De Wever. Nous proposons une suspension de séance pour prendre le temps de relire correctement le texte, voire d'y ajouter l'un ou l'autre élément.

**M. Coomans de Brachène.**- Je ne voudrais pas qu'urgence climatique rime avec précipitation. Nous avons annoncé vendredi que nous ne pourrions voter ce texte dans de telles conditions.

Je signale qu'il est 16h31 et que le quorum n'est toujours pas atteint sur les bancs de

la majorité.

**Mevrouw Hoessen**.- Mijnheer de voorzitter, als medeschrijfster van de motie wil ik de urgentie ervan benadrukken. Het gaat niet enkel over de inhoud, waarvan ik hoop dat iedereen ermee instemt, maar over het feit dat deze motie vandaag ter bespreking voorligt.

Vorige vrijdag namen vijftienduizend mensen deel aan de mars voor het klimaat en vandaag is de eerste dag van een cruciale VN-klimaattop in New York. Die elementen zijn voor ons twee belangrijke redenen om dit punt vandaag urgent te behandelen.

**M. Hellings**, échevin.- Nous vous demandons de voter l'urgence sur l'urgence climatique. D'autres communes nous emboîteront le pas pour créer un mouvement intracommunal en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles qui montre que les pouvoirs locaux peuvent prendre leurs responsabilités sur un sujet qui ne fait pas discussion entre nous, à savoir la lutte contre les changements climatiques. La Ville de Bruxelles pourrait y jouer le rôle de leader. Il appartient aux Conseillers de la majorité et de l'opposition de confier ce rôle à la Ville de Bruxelles.

Madame El Bakri serait très heureuse d'apprendre qu'Anuna De Wever vote l'urgence sur l'urgence pour que le changement climatique devienne une priorité pour toutes les communes de Belgique, à commencer par sa capitale.

**Mme El Bakri**.- Je ne remets pas l'urgence en question, mais je propose une suspension de séance pour bien prendre connaissance du texte.

**M. Weytsman**.- Je souhaite proposer une trentaine d'amendements. Rien ne nous empêche de travailler toute la semaine sur le texte et de le mettre en priorité à l'ordre du jour du prochain Conseil communal.

En outre, la majorité n'est pas en nombre pour voter ce point.

**De heer Vanden Borre**.- Zoals de meerderheid zelf toegeeft, hebben we hier te maken met een zelfgecreëerde urgentie. De klimaattop werd immers al maanden geleden gepland. De PTB vraagt een schorsing van twintig minuten. Mijns inziens is er meer tijd nodig om het klimaat te redden.

**Mevrouw Debaets**.- Onze fractie onderschrijft het belang van de doelstellingen die we moeten nastreven. Ik begrijp de symbolische waarde van het feit dat de Stad Brussel het voortouw wil nemen, maar het is belangrijk dat we een tekst kunnen voorleggen die door iedereen wordt onderschreven, zowel de meerderheid als de oppositie. Daarom stellen wij voor om de bespreking uit te stellen en een werkvergadering te beleggen, zodat wij de motie op de volgende gemeenteraad unaniem kunnen aannemen.

**M. le Président**.- Je propose une suspension de séance pour permettre aux Conseillers de discuter de la proposition de motion.

*(La séance est suspendue à 16h37- De vergadering wordt geschorst om 16u37)*

*(Elle est reprise à 17h08 - Ze wordt hervat om 17u08)*

**M. Coomans de Brachène**.- Je comprends votre volonté de faire un coup médiatique. Je rappelle toutefois qu'en mai dernier, la commune de Koekelberg nous a largement devancés en termes de leadership. Rien ne nous empêche donc d'attendre une semaine ou deux, le temps d'élaborer un texte consensuel, mieux élaboré et qui emporterait l'unanimité.

**M. Weytsman**.- Nous discuterons du texte, mais nous ne voterons pas l'urgence sur ce point.

**Mme Barzin**.- Nous sommes d'accord sur le fond, mais nous ne voulons pas voter l'urgence sur ce point sans avoir eu le temps de discuter du texte et d'introduire des amendements.

## Vote

**M. le Président**.- Nous devons à présent nous prononcer sur l'urgence (point 129).

*(Il est procédé au vote nominatif.)*

**M. le Président**.- L'urgence est admise.

## Communications relatives aux associations subventionnées

### Mededelingen betreffende de verenigingen die toelagen ontvangen

**M. le Président**.- J'invite les membres du Conseil communal à prendre connaissance au secrétariat des assemblées des comptes, bilan, rapport financier et de gestion des associations suivantes :

- Théâtre Royal de Toone - Centre folklorique de l'Îlot Sacré asbl, au 31/12/2018 ;
- Schuman Square Comité en abrégé SSC asbl, au 31/12/2018 ;
- Rock the City! asbl, au 31/12/2018 ;
- Werk Centrale de l'Emploi asbl, au 31/12/2018 ;
- Les Amis des Bibliothèques de la Ville de Bruxelles asbl, au 31/12/2018.

## Questions orales - Mondelingen vragen

**M. le Président**.- La liste des questions orales annoncées au plus tard le jeudi à minuit a été mise à disposition via la plateforme SharePoint.

Elle a été complétée par quatre questions d'actualité introduites ce jour avant midi, acceptées par le Collège :

- de Mme Vivier, concernant l'augmentation de la violence dans le quartier des Marolles ;
- de Mme Vivier, concernant la non-fermeture de la Porte d'Ulysse ;
- de M. Weytsman, concernant le futur des rampes du Palais de justice ;
- de M. Weytsman concernant le mécanisme de double rémunération CPAS-Ville.

## Dossiers de M. le Bourgmestre

### Dossiers van dhr. Burgemeester

- Accord de la section.

- Akkoord van de sectie.

### Punt 117

### Point 117

**De heer Vanden Borre**.- Mijnheer de voorzitter, het eerste punt betreft de veiligheid op het Atomium Electronic Festival, dat van 10 tot 15 september plaatsvond.

Systematisch worden de aankondigingen van een veiligheidsperimeter te laat behandeld. Het festival vond immers reeds een week geleden plaats.

Wat gebeurt er als zich bij een dergelijk festival een incident plaatsvindt voordoet? In dat geval bevinden we ons in een grijze zone en kan de Stad geconfronteerd worden met juridische problemen.

De organisatie van evenementen wordt ruim van tevoren gepland. Ik dring erop aan dat de aanvragen op tijd aan de gemeenteraad ter goedkeuring worden voorgelegd.

Punt 117 op de agenda betreft de overheidsopdracht voor werken met als voorwerp de restauratie van de Beurs van Brussel herbestemd tot een openbare galerij en “Belgian Beer experience center” en transformatie van de archeologische site Bruxella 1238.

Er is een uitgave van 34,5 miljoen euro gepland. Dat is een aanzienlijk bedrag. Het is goed dat er een nieuwe bestemming wordt gegeven aan het Beursgebouw en dat het een publieke functie krijgt. Het gebouw is een toeristische trekpleister in het centrum van de stad. Het dossier sleept intussen al bijna tien jaar aan. De Stad is immers al sedert 2011 de eigenaar van het gebouw. We hopen dat het vanaf nu sneller gaat, want het jarenlange getreuzel komt het creëren van een draagvlak niet ten goede.

Ik heb evenwel bedenkingen bij het feit dat het gebouw als biermuseum zal worden ingericht. Mevrouw Nagy stelde hierover als voormalig lid van Ecolo in 2014 de volgende vragen: “L’avis de marché qui a été transmis précise très bien les données et exigences architecturales mais très peu celles relevant du projet même. Il en est de même pour le cahier spécial des charges. Les références de la Ville pour développer ce projet sont des lieux très commerciaux : l’Heineken Experience à Amsterdam, le Scotch Whisky à Edimbourg et surtout le Guinness Storehouse à Dublin. Va-t-on réellement mettre en avant l’ancrage culturel de la bière en Belgique ? L’incroyable

diversité des bières ? La passion et la complexité du métier de brasseur ? Quelle place donnera-t-on aux innombrables petites et moyennes brasseries qui font la renommée de la bière belge et fournissent les bières les mieux cotées de Belgique ?”

De vragen die mevrouw Nagy tijdens de vorige bestuursperiode van de gemeenteraad namens Ecolo stelde, zijn meer dan terecht. Zowel Ecolo als Défi, de partij waartoe mevrouw Nagy thans behoort, maken nu deel uit van de meerderheid. Ik vraag me af of de bezwaren die ze destijds heeft geformuleerd, nu nog altijd bestaan. Werd er rekening gehouden met haar opmerkingen? De nieuwe biertempel mag niet enkel de grote producenten vertegenwoordigen, maar moet de diversiteit weergeven.

Er werden ook opmerkingen gemaakt over het financiële plaatje van dit project. Vijf partners, namelijk de Stad, Beliris, het Gewest, nogmaals het Gewest en een privésponsor, zouden bijdragen tot het project. Wordt die gedeeltelijke financiering gehandhaafd en zal het Gewest een bijdragen leveren?

Het beheer van het project zal worden toevertrouwd aan Brussels Expo. Dat is een bijzonder slecht idee. We moeten ons afvragen of de Stad zoveel geld moet besteden aan een biertempel. Ik stel voor dat we dit overlaten aan een privépartner. Die zal veel beter dan de overheid in staat zijn om er een soort van “belevingshuis” van te maken.

**M. le Président.**- Cette remarque n'appelle pas de réponse.

**De heer Vanden Borre.**- De burgemeester verdedigde het project reeds toen hij nog schepen van toerisme was. Het is een van zijn symboolprojecten en het is dus normaal dat hij het verdedigt.

Ik heb echter geen repliek gehoord van Ecolo-Groen, hoewel ik duidelijk heb verwezen naar de bezwaren en argumenten die zij tijdens de vorige bestuursperiode hebben geformuleerd. Vinden Ecolo-Groen en Défi hun kritische opmerkingen en argumenten van destijds niet meer relevant?

De Beurs is weliswaar een belangrijke plaats in onze Stad, maar wat zich op de straat in de omgeving van de Beurs dag en nacht afspeelt, is geen fraai gezicht en toont aan dat we in de eerste plaats aandacht moeten hebben voor de sociale en veiligheidsurgentie. Als die twee aspecten niet structureel verbeteren, is er helaas



weinig toekomst voor dit mooie project in het hart van Brussel.

**M. Coomans de Brachène**.- Ce projet nous est annoncé depuis plus de 8 ans. La transformation du bâtiment de la Bourse était alors annoncée en grande pompe pour une facture de plus ou loin 15 millions d'euros, en plus de la mise à disposition du bâtiment. Depuis lors, malheureusement, cette facture n'a cessé d'exploser. Loin d'une augmentation de 10 à 15 %, comme cela est régulièrement le cas pour des projets de cette ampleur, nous pouvons parler ici d'une véritable explosion des coûts. Alors que les travaux n'ont toujours pas débuté et que l'édifice et ses abords souffrent de cette utilisation erratique, le nouveau Collège nous annonce déjà aujourd'hui le prix actualisé que les contribuables bruxellois devront payer pour ce projet déjà bien contesté : 34,5 millions d'euros, en plus de la mise à disposition du bâtiment ! Cela me semble délirant. Je rappelle que nous parlions à l'époque d'une facture totale d'environ 20 millions d'euros. Il y a de quoi craindre la facture finale qui nous sera imposée, ce dont les Bruxellois vous remercient d'avance. Dans ce contexte de quasi-doublement des coûts, comment voulez-vous que les élus, tous niveaux de pouvoir confondus, et les contribuables bruxellois continuent d'accepter votre projet ? À ma connaissance, la participation des brasseurs ne représenterait que 5 millions d'euros pour l'ensemble du projet.

Comment expliquez-vous ce quasi-doublement ?

Les brasseurs participeront-ils à concurrence de 5 millions d'euros, comme annoncé ?

Avons-nous la garantie que la facture ne gonflera plus ?

Pouvez-vous me donner un calendrier effectif et réaliste pour le début du chantier ?

**Mme El Bakri**.- Je rappelle l'opposition du PTB à ce projet. De nombreuses associations vous ont interpellé aux niveaux communal et régional. À l'époque, l'enquête publique avec également enregistré une série d'avis négatifs. Une pétition citoyenne « Sauvons la Bourse » avait récolté plus de 6.000 signatures en moins de deux semaines. Apparemment, vous persistez dans ce projet mégalomane, véritable

ode aux multinationales qui ne paient pas d'impôts dans notre pays, à savoir AB InBev.

Comment justifier l'explosion de ce budget ?

Pourquoi n'avons-nous pas accès aux plans modifiés ?

À quand un processus de concertation transparent avec les citoyens, avec une visite guidée de ce patrimoine public qui appartient aux Bruxellois et que vous êtes en train de privatiser ?

**M. le Bourgmestre.**- Si le PTB trouve que le projet est trop privé et que la N-VA le trouve trop public, cela signifie que nous sommes dans le bon...

Je suis très fier de ce projet soutenu par l'Union européenne. Le budget initial était de 30 millions €. Ce bâtiment est resté à l'abandon pendant des années. Nous n'avons jamais utilisé l'ensemble de ses surfaces. Euronext n'occupait plus que 1.500 m<sup>2</sup> sur 13.000. Je suis très fier que la Ville de Bruxelles l'ait racheté. Nous avons lancé un concours d'architecture, avec un large jury, nous y avons associé les cellules du patrimoine, les cellules régionales, les archéologues, les brasseurs, la Ville, la Région. Nous avons trouvé un consortium dont la vision est de rendre au public un bâtiment jusque-là privatisé.

Madame El Bakri, nous avons organisé une longue série de réunions publiques autour de ce projet, avec les architectes et les développeurs. Nous avons rappelé que seuls 3.500 m<sup>2</sup> carrés seraient consacrés à la bière. Le reste sera une grande agora qui reliera la Grand-Place à la place de la Bourse. Ce projet a donné lieu à deux ans de concertation sur le permis avec la commission et la Direction des monuments et sites (DMS) de la Région. Nous avons obtenu un avis favorable et le permis de la DMS. Nous avons également garanti la réversibilité du projet.

Sauver le patrimoine, lui trouver une vocation publique, envisager son développement, cela coûte de l'argent, mais, dans le même temps, nous n'avons pas renoncé à investir dans nos écoles, nos espaces publics, nos crèches. Il faut des

projets symboliques comme celui-là. Trop longtemps, la Bourse est restée fermée aux Bruxellois et aux Belges. Saviez-vous que les femmes n'ont pu y entrer qu'à partir de 1957 ?

Aujourd'hui, c'est le pouvoir public qui reprend la main en s'associant à un secteur que je défends, à savoir la bière belge. Je suis très fier des brasseurs belges. Il n'y a pas que les multinationales. Beaucoup d'artisans et de PME se démènent pour promouvoir notre image. La bière belge mérite d'être mise à l'honneur. Quelque 90 % des brasseurs soutiennent ce projet. Oui, il coûte très cher, mais ce bâtiment le mérite. Si l'Europe et le Feder se sont investis dans ce projet à hauteur de 7 millions d'euros, c'est qu'il en valait la peine. Nous demanderons au Feder de réinscrire son investissement dans son prochain calendrier. Nous espérons lancer les travaux en 2020, une fois les éventuels recours épuisés. Nous sommes en train de boucler le financement avec l'autorité régionale, le pouvoir fédéral et l'Europe.

Il s'agit d'un projet ambitieux, pas uniquement pour le centre-ville, mais aussi pour toute la Belgique. Et nous ne nous limitons pas à cela. Depuis 2010, nous avons organisé de multiples expositions, dont la dernière consacrée à l'histoire du capitalisme. Ce sera un lieu de diversité, d'échange. Certes, il abritera des activités plus commerciales, mais ce sera aussi une grande agora. Je félicite le consortium d'architectes, car il a produit un projet ouvert sur l'urbain.

Il s'agit d'un projet structurant comme celui mis en œuvre par le ministre-président Vervoort dans l'ancien bâtiment Citroën. Les plans sont disponibles à la cellule patrimoine public.

**M. Coomans de Brachène**.- À l'époque, j'avais privilégié l'idée d'un musée Guggenheim à cet endroit. Je ne dénonce pas la mise en valeur de la bière. Je descends moi-même d'une lignée de brasseurs, et j'en suis très fier. Mais vous ne répondez pas à mes questions.

Pourquoi un quasi-doublement des coûts ?

Les brasseurs participent-ils toujours au projet à hauteur de 5 millions d'euros ?  
Avez-vous la garantie que la note finale ne gonflera plus ? Les Bruxellois ont le droit d'estimer qu'ils ont assez payé pour un endroit dédié au tourisme.

**Mme El Bakri**.- Consulter la population ne suffit pas. Encore faut-il tenir compte des avis formulés, notamment les avis négatifs.

Il y a peu, la directrice de Bravvo nous a présenté son asbl. Pourquoi ne pas nous présenter dans le détail le projet Bourse en section réunie ?

**M. le Président**.- Nous organiserons une section réunie consacrée à ce projet.

**De heer Vanden Borre**.- Ik stel vast dat Ecolo niet durft antwoorden op mijn vragen over punt 117. Of vergis ik mij?

**M. Hellings**, échevin.- Je vous renvoie à l'accord de majorité. Dans les mois qui viennent, M. Pinxteren vous présentera un projet d'activation citoyenne dans l'espace ouvert cité par le Bourgmestre. La Bourse sera rendue aux citoyens.

#### Punt 118

**De heer Vanden Borre**.- Punt 118 heeft betrekking op de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp de volledige opdracht van projectontwerper voor het centrum van de Politiezone Brussel Hoofdstad Elsene.

Als ik het goed heb begrepen, gaat het om een nieuwe versie van de selectieleidraad. Wat is het verschil met de vorige versie?

In de documenten staat dat de studieopdracht duurt tot eind 2026, een termijn van zeven jaar. De volledige realisatie en oplevering van het gebouw zou in 2026 plaatsvinden. Of gaat het enkel over de studiefase? Gelet op de nood aan degelijke huisvesting voor de politiediensten, is een periode van zeven jaar zeer lang. Het is hallucinant dat de realisatie van dergelijke projecten soms tien tot vijftien jaar in beslag neemt.

Voorts zou ik graag vernemen of er een financieel plan is uitgewerkt voor dit project. Waar kan ik het vinden?

Het gebouw bevindt zich naast dat van Brussel Preventie & Veiligheid, dat

momenteel grotendeels leeg staat. Het behoort tot het Gewest en zou binnenkort in gebruik worden genomen. Minister-president Vervoort verklaarde onlangs dat er dankzij de synergie met het gebouw van de politie van Brussel ruimte vrijkomt. Draagt het Gewest, rekening houdend met die synergie, bij aan de financiering van het toekomstige politiegebouw?

**De burgemeester.**- Er komt geen rechtstreekse financiering van het Gewest voor dat gebouw. Er bestaat thans een samenwerking tussen het Gewest en Brussel Preventie & Veiligheid, enerzijds, en de politiezone Elsene, anderzijds.

Vóór het einde van het jaar, of ten laatste vóór het begin van volgend jaar hoop ik dat de dispatching van de zone zijn intrek kan nemen in het gebouw van Brussel Preventie. Het is opportuun om te kunnen samenwerken met de politiezone en de diensten Preventie & Veiligheid van Brussel. Dat zal ertoe bijdragen dat de evenementen op een meer efficiënte wijze kunnen worden beheerd.

Het De Ligne-gebouw zal de diensten van de Kolenmarkt en enkele andere commissariaten en diensten huisvesten. Alle dispatching, het crisiscentrum en de algemene dispatching verhuizen reeds naar het gebouw van het Gewest.

We moeten ook rekening houden met wat de andere hulpdiensten van het Gewest zullen doen, zoals de brandweer en de MIVB. De MIVB heeft beslist om haar dispatching in een gebouw in de buurt van de Koloniënstraat, in de omgeving van het station Brussel-Centraal, onder te brengen. Ik hoop dat de brandweer naar het gebouw van het Brussels Gewest zal verhuizen. Samenwerking tussen brandweer- en politiedienst is immers van groot belang. Persoonlijk ben ik van mening dat het de veiligheid ten goede zou komen als de dispatching van de gehele zone in hetzelfde gebouw wordt gehuisvest. De realisatie daarvan is uiteraard niet gemakkelijk. Elsene doet een eerste stap om de samenwerking tussen het Gewest en de politiezone te versterken.

Terloops vermeld ik dat wij ons bewust zijn van de problemen met betrekking tot de plaatsing van veiligheidscamera's bij de MIVB en de NMBS. Als burgemeester pleit ik met aandrang voor een samenwerking van alle openbare instellingen op het vlak

van veiligheid.

De laatste verdieping van het De Ligne-gebouw is klaar en zou in principe een aantal diensten kunnen verwelkomen. Dat hangt natuurlijk af van de beslissing die het betrokken korps en de veiligheidsdienst ter zake zullen nemen.

**M. Coomans de Brachène**. - Le dossier du commissariat central de la zone de police Bruxelles CAPITALE Ixelles s'apparente de plus en plus à un vaudeville dans lequel la Ville fait un pas en avant et quatre pas en arrière. Que de temps, d'énergie et d'argent, depuis que la Ville s'est intéressée à ce bâtiment en 2013 ! Depuis, elle tente péniblement de maintenir en vie un permis d'urbanisme dont il semble de plus en plus évident qu'il est totalement obsolète.

Aujourd'hui, 23 septembre 2019, la Ville de Bruxelles lance enfin un marché public de services ayant pour objet la mission d'auteur de projet pour le nouveau centre de police de la zone Bruxelles CAPITALE Ixelles, cela pour relancer le projet et adapter le bâtiment que nous avons acheté en 2015. On n'osait plus y croire.

Combien de fois ne nous a-t-on pas répondu que tout était sous contrôle ? Pourtant, même une taupe atteinte de cataracte aurait vu que le dossier était au point mort.

Mais là n'est pas le plus grave. Dois-je rappeler qu'avec cet achat ambitieux - que je salue -, la Ville de Bruxelles s'est engagée dans un investissement certes nécessaire, mais onéreux. Dès lors, présenter le plan financier de ce projet dans sa globalité, avec un agenda de mise en œuvre, devant ce Conseil me semble être la moindre des choses, cela afin qu'il puisse décider et voter en connaissance de cause.

Monsieur le Bourgmestre, vous nous avez plusieurs fois promis d'organiser une section réunie pour présenter l'ensemble du dossier. Je ne demande qu'une chose, que nous allions de l'avant. Il y a urgence en termes de sécurité pour les habitants de la Ville.

En effet, nous ignorons toujours si le projet coûtera 110 ou 150 millions d'euros à la zone de police Polbru. J'attends simplement une présentation claire et limpide devant le Conseil communal. Nous ignorons si Polbru pourra investir ce bâtiment avant la fin de la législature ou si elle devra encore attendre après 2024. Cela sans compter les autres bâtiments encore occupés dans lesquels il faudra éventuellement réinvestir.

Maintenir l'opacité serait potentiellement dangereux et dommageable pour les finances de la Ville et ses contribuables. Les policiers méritent réellement que l'on réinvestisse dans leurs infrastructures.

**M. le Bourgmestre.**- Le cahier de charges qui vous est présenté est assez ouvert, conformément aux souhaits du bouwmeester. Nous avons estimé les travaux à environ 150 millions, voire plus.

Aujourd'hui, nous lançons l'appel d'offres. Avec madame la receveuse, également comptable spéciale de la zone de police, nous avons travaillé sur une épure financière qui a été présentée ce matin au bourgmestre d'Ixelles. Je ne vais pas dévoiler tous les chiffres tant que l'auteur de projet ne se sera pas positionné et ne nous aura pas soumis son projet. La situation est parfaitement connue de la receveuse. Nous faisons tout pour que les dotations communales soient le moins touchées possible. Au travers d'opérations financières, nous voulons que ce projet coûte le moins possible à la zone de police, notamment par l'utilisation de réserves que nous avons constituées. L'objectif est que nos autres politiques ne soient pas affectées. Cet investissement est quasiment comparable à celui engagé dans le projet Brucity.

Nous devons assumer deux gros investissements, cela parce que dans le passé, nous n'avons pas été assez rapides dans nos interventions sur certains bâtiments. Le charroi de la police ne posera plus problème avec le nouveau bâtiment, contrairement à ce qu'il se passe avec l'égout à voitures qu'est devenu le commissariat de la rue du Marché au Charbon.

J'espère que le nouveau commissariat pourra être inauguré en 2024. Nous faisons tout pour respecter le calendrier. Il reste beaucoup de travail. Nous verrons ce que les auteurs de projet nous proposeront. Nous ne sommes pas totalement opposés à une rénovation plutôt qu'à une reconstruction. Il est trop tôt pour vous répondre. Nous attendrons les propositions des auteurs de projet avant de développer le plan financier.

La technicité du bâtiment sera raisonnable, notamment vu l'absence de stand de tir.

Le bouwmeester demande un cahier des charges ouvert pour permettre aux bureaux d'architecture d'être le plus inventifs possible. Par contre, la tutelle nous demande de fixer un cadre plus strict. Je demande à ces deux organismes régionaux de se mettre d'accord.

**M. Coomans de Brachène**.- Je suis extrêmement inquiet. On nous demande de voter un point sans avoir de vision claire du budget. Je pensais que vous conserveriez la structure du bâtiment. La démolition d'un bâtiment de 30.000 m<sup>2</sup> de béton n'est pas idéale en termes d'environnement.

**M. le Bourgmestre**.- Pour le bâtiment du MAD, le lauréat du concours a prouvé qu'il était possible de convertir un bâtiment et d'atteindre un degré élevé de passivité sans le démolir. En l'espèce, il s'agit d'un bâtiment construit dans les années 60-70 dont nous ne savons pas encore s'il pourra répondre à des normes environnementales suffisantes. Si les auteurs de projet privilégient la rénovation à la reconstruction, nous ne nous y opposerons pas. Sachez en tout cas que mes collègues écologistes veillent au grain dans ce dossier.

**M. Coomans de Brachène**.- Vous ne m'avez rassuré ni sur le budget ni sur le calendrier. Nous devons réinvestir dans nos services de police pour leur rendre confiance. Travailler dans un bâtiment qui date de 1928, ce n'est plus admissible. Je



vous demande de vous engager à organiser une section réunie autour de ce dossier.

### **Dossiers de M. l'échevin Hellings**

### **Dossiers van dhr. schepen Hellings**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

#### **Point 22**

**M. Weytsman**.- Quel est l'état d'avancement de ce dossier ? Sachant qu'il s'agissait d'un dossier difficile, l'opposition n'a pas souhaité interpeller le Collège pendant près de 10 mois. Or il semble qu'aucune avancée n'ait été constatée. Au contraire, cela ressemble à du pourrissement. La convention qui nous est proposée aujourd'hui est une convention classique, comme celle que nous avons prolongée d'année en année avec l'Union belge de football pour l'utilisation du stade dans la perspective qu'une solution soit dégagée.

Or aucune solution n'est sur la table et j'ai l'impression que vous laissez pourrir le problème, selon les informations lues dans la presse et en l'absence d'explications au sein de notre Conseil.

Les solutions à la problématique du stade sont : rénovation en profondeur, démolition-reconstruction, déplacement, maintien au même endroit. Une dernière option consiste à ne rien faire et à attendre ce qu'il se passera dans les prochaines années. J'ai l'impression que l'échevin du sport n'a pas de vision dans ce dossier. M. l'échevin Courtois a été largement critiqué pour avoir lui-même ouvert le débat sur un sujet particulièrement compliqué. Si les solutions proposées n'ont pas abouti, c'est probablement à cause de jeux politiques. J'ai l'impression que l'on persiste dans ce sens pour faire en sorte que la situation pourrisse.

À l'époque, Ecolo et DÉFI étaient les premiers à critiquer les solutions proposées. Aujourd'hui, je ne vois rien sur la table, sauf la volonté de rejeter la balle à d'autres

niveaux de pouvoir. Pourtant, il s'agit d'un stade communal qui appartient à la Ville de Bruxelles et qui est géré par celle-ci. C'est un dossier complexe et je ne vous reproche donc pas de ne pas nous apporter de solution aujourd'hui. Ce que je vous reproche, c'est de laisser entendre que votre stratégie consiste à ne rien décider pendant cinq ans.

Or nous savons tous que nous avons besoin d'un stade, que le stade actuel doit être rénové pour accueillir de grands matches et pour des raisons de sécurité. En appliquant la stratégie du pourrissement, vous laissez aussi pourrir un autre dossier, à savoir celui des logements de qualité dans le cadre du projet Neo, un projet dont vous aviez dit en période électorale que vous vouliez largement le revoir. Or le projet Neo fait partie d'un deal : un centre commercial visant le financement de logements de qualité. Mais comment peut-on imaginer une seconde que nous puissions disposer de logements de qualité sociaux, moyens ou privés à quelques dizaines de mètres d'un stade appelé à pourrir sur pied ? Vous avez fait campagne en affirmant que ces deux dossiers devaient être remis à plat. Alors, allons-y ! Nous ne pourrons pas tout changer, mais nous pourrons probablement apporter des modifications qui permettront de dégager une solution plus structurelle pour la rénovation du stade et de produire des logements de qualité pour les habitants de Laeken.

**De heer Vanden Borre.**- Ik ben het in grote lijnen eens met de heer Weytsman.

Als schepen van Sport straalt de eerste schepen bijzonder weinig sportieve ambities uit. We beseffen allemaal dat sportieve ambities investeringen meebrengen. De Memorial Van Damme, een van de grootste sportieve evenementen van de Stad Brussel, zal het slachtoffer zijn van dat gebrek aan sportieve ambities. De N-VA is altijd voorstander geweest van een renovatie van het Koning Boudewijnstadion en tegen de bouw van het Eurostadion. Nu, X jaren later, is het Eurostadion dood en wordt het tijd dat de Stad haar verantwoordelijk neemt en het initiatief neemt om een toekomst te geven aan het stadion. Dat zouden we toch van de Stad mogen verwachten!

Ik roep de schepen ertoe op zijn taak ter harte te nemen. Tot nu toe heeft hij zich beperkt tot allerlei lapmiddelen. Zo keurde de gemeenteraad een investering van een miljoen euro goed, wellicht om te voorkomen dat het dak inzakt. Er zijn structurele oplossingen nodig. Dat is de taak van de schepen gedurende de komende jaren. Ik verwacht dat er binnenkort duidelijkheid komt. Ik dring erop aan dat hij een overleg organiseert met de vele partners die ter zake vragende partij zijn.

**M. Hellings**, échevin.- Le point à l'ordre du jour de notre Conseil communal vise une convention d'une durée d'un an entre la Ville de Bruxelles et l'Union belge. Elle permet à l'Union belge d'organiser les sept ou huit matches qu'elle a l'habitude d'organiser dans le stade Roi Baudouin, sachant que nous sommes en train de discuter avec les occupants habituels du stade, à savoir l'Union belge et le mémorial Van Damme, mais aussi les organisateurs de concerts. Je rappelle qu'en 2019, 600.000 personnes ont fréquenté le stade. Peu d'endroits en Région bruxelloise, voire en Belgique, peuvent se targuer d'une telle affluence. Il est donc normal que la Ville de Bruxelles chérisse et améliore l'accessibilité du stade. Pour ce faire, nous travaillons avec nos différents partenaires, comme la STIB, à l'établissement d'une convention-cadre qui remplacera la convention de court terme qui vous est proposée aujourd'hui. Ladite convention-cadre devra offrir la possibilité de tarifs négociés, par exemple pour des tickets combinés STIB-SNCB. Je rappelle que le stade est situé à un endroit extraordinaire en termes de mobilité, avec trois stations de métro : Houba-Brugmann, Heysel et Stade Roi Baudouin.

Vous m'interrogez sur notre vision à long terme du stade. Le changement de logiciel est complet par rapport à celui de la majorité précédente, en particulier de l'ancien échevin des sports. Le stade Roi Baudouin est maintenu. Nous nous y étions engagés dans l'accord de majorité. Les groupes de la majorité se sont engagés à préserver les activités actuelles du stade Roi Baudouin. Nous n'allons donc pas travailler sur la venue d'un club résident comme Anderlecht au Heysel. Les riverains n'auront donc à supporter qu'une douzaine d'événements de grande ampleur par an. Je rappelle qu'il

s'agit d'une infrastructure communale fréquentée tous les jours par des clubs sportifs ou des événements de moindre ampleur.

En outre, il existe un projet de rénovation porté par les fédérations sportives, et pas par la Ville de Bruxelles. Cela me semble sain. Qui mieux que Nafissatou Thiam, les frères Borlée ou Eden Hazard, présents à la conférence de presse de l'Union belge et du Mémorial Van Damme en mars dernier, pourrait défendre un projet de rénovation public d'un stade porté par la Région et par le fédéral via Beliris ?

Monsieur Vanden Borre, de très nombreux débats ont été menés au Parlement régional bruxellois, auxquels a participé M. Pinxteren. Ce dernier n'a cessé d'y défendre le maintien du stade Roi Baudouin. Je ne fais qu'appliquer l'accord de majorité et la ligne politique qu'Ecolo et Groen ont défendus au Parlement régional pour ce qui concerne l'avenir du stade Roi Baudouin. Ce que nous proposons pour que le stade Roi Baudouin continue d'exister, c'est le déplacement des espaces stratégiques que sont la tour médias et la tour de sécurité de la tribune 1 vers la tribune 3. En effet, le stade devra continuer de fonctionner malgré l'arrivée du centre commercial, des logements, du centre de loisirs et du centre de congrès prévus dans Neo 1 et Neo 2. Une fois le projet Neo 1 achevé, Kinépolis sera déplacé vers l'avenue Houba-de Strooper, ce qui dégagera une potentielle grande artère entre l'Atomium et le croisement des tribunes 2 et 3. Cet espace pourra être utilisé pour les fonctions vitales du stade. Ainsi, nous avons dégagé une solution technique pour garantir l'avenir du stade Roi Baudouin.

Le stade Roi Baudouin est vieillissant, mais pas croulant. Il continue de remplir les conditions légales, comme celles de la Loi football. Les normes UEFA ne sont pas entièrement respectées par l'Union belge, mais celle-ci obtient systématiquement des dérogations. Le stade reste donc fonctionnel. Nous attendons les initiatives des fédérations sportives et du Mémorial Van Damme. Nous ne sommes pas porteurs du projet de rénovation. Les sportifs sont les mieux placés pour dire au pouvoir

subsidiant comment faire pour rénover le stade. Le stade Roi Baudouin est une infrastructure communale. Quand il a connu des rénovations plus ou moins lourdes, ce sont les autres niveau de pouvoir qui y ont participé. Rien ne change.

De Memorial Van Damme is zeer blij met onze beslissing. Ik kan u de opname van de RTBF sturen. Wilfried Meert, de organisator, is blij dat de Memorial in het Koning Boudewijnstadion kan blijven.

**M. Weytsman**.- Je retiens que l'échevin travaille sur une intégration tarifaire pour se rendre au stade. Nous soutiendrons cette initiative. Il n'est pas toujours simple de collaborer avec tous les acteurs concernés.

Ma crainte vise votre absence de volonté en termes de gestion du dossier et le fait que vous vous défaussiez sur des tiers, lesquels, certes, peuvent être porteurs de projets. Je ne vois aucune stratégie de votre part.

Selon mes informations, il ne s'agira pas seulement de rénovations légères. Des dizaines de millions d'euros devront être investis dans la sécurité. Combien ?

Quand verrons-nous la première piste de stratégie ? Nous voulons que la Ville de Bruxelles pilote ce projet.

Ce stade se trouvera à quelques dizaines de mètres de logements. Nous aurions souhaité un espace vert de qualité à cet endroit. Le projet Neo doit être soumis à des modifications à même d'intégrer cette nouvelle donne, à savoir que le stade sera présent. Nous voulons créer un quartier vert, agréable, avec de la mixité sociale, un quartier qui réponde aux attentes des Laekenoises et Laekenois.

**De heer Vanden Borre**.- Het lijkt mij vanzelfsprekend dat het stadion er blijft en dat de activiteiten er blijven plaatsvinden.

Ik stelde vorige keer een vraag over de finale van de Diamond League, die de Memorial Van Damme combineerde. Helaas zal die finale in de toekomst in Zürich

plaatsvinden. Ik geef toe dat dit niet enkel de verantwoordelijkheid is van de schepen. Hij heeft een dossier geërfd dat verkeerd werd aangepakt. Er is heel veel energie en tijd gestoken in de plannen voor het Eurostadion, een project dat uiteindelijk een flop is geworden.

Als eventuele privépartners een voorstel doen waarbij zij ook instaan voor de financiering, dan kan een dergelijk project eventueel worden gesteund, maar het is toch essentieel dat de overheid eerst een kader bepaalt. Zij moet een lijst met voorwaarden en doelstellingen opstellen. Ik heb daarover in het betoog van de schepen weinig gehoord. Mijns inziens zou hij daarover actiever moeten communiceren.

De schepen zegt dat hij een aantal strategische faciliteiten heeft verplaatst, met als doel dat Neo 1 en 2 vroeg of laat kunnen worden gerealiseerd. We moeten dus noteren dat de eerste schepen voor honderd procent achter de doelstellingen van Neo 1 en 2 staat. Dat is in het verleden nooit gebeurd.

De schepen noemt het stadion “vieillissant” , maar “fonctionnel”. We kunnen ons afvragen hoe lang dat nog het geval zal zijn. Het is geen voorbeeld van goed beleid om te wachten tot het stadion niet meer functioneel is. We moeten zorgvuldiger omgaan met onze infrastructuur.

**M. Coomans de Brachène**.- On nous dit que le stade est aux normes. Or un article de presse de 2014 annonçait déjà qu'il ne le serait plus en 2017. Le stade n'est plus conforme depuis plus de 10 ans, mais il fait l'objet de dérogations. En 2013, le groupe Ecolo a voté au parlement régional en faveur de la construction d'un nouveau stade sur le Parking C.

### **Dossiers de Mme l'échevine Hariche**

#### **Dossiers van mevr. de schepen Hariche**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

## Dossiers de M. l'échevin Dhondt

### Dossiers van dhr. schepen Dhondt

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

#### Point 27

**M. Coomans de Brachène**.- Depuis 2000, tous les échevins de la mobilité nous présentent leur « plan vélo ». Je vous félicite d'avoir fait le nécessaire.

*(Remarques)*

Ce plan d'une quarantaine de pages contient beaucoup de généralités, dont des promesses faites maintes et maintes fois.

Les parkings à vélos de la station Bourse ne suscitent pas l'engouement. J'espère que vous pourrez inciter un maximum de Bruxellois à les utiliser.

Le vol de vélos est un réel problème. Or vous n'y consacrez que 3 lignes sur 37 pages. Et 13 lignes au secteur logistique (vélos cargos dans le centre-ville et autres artères commerçantes). Je vous encourage à compléter votre projet. C'est un combat que je mènerai au Parlement bruxellois.

Dans votre rapport, vous mentionnez qu'entre 2013 et 2018, le nombre de cyclistes est passé de 16.000 à 32.000. Je m'en réjouis. C'est l'occasion de saluer le travail de Mme Ampe.

**De heer Vanden Borre**.- De communicatie over het fietactieplan laat te wensen over. Vorige week woensdag, toen het punt op de agenda gezet, was het document niet beschikbaar. Toen ik donderdag opnieuw probeerde om het in handen te krijgen, deelden de diensten mij mee dat de schepen het hen nog niet had bezorgd. De dag daarop liet de secretaris mij om 13.45 uur via e-mail weten dat het plan beschikbaar was. Op hetzelfde ogenblik zag ik in De Standaard, op Twitter, Facebook en Instagram beelden van het College dat vrolijk rondfietste in de stad. Het getuigt niet van respect voor de gemeenteraad om eerst te communiceren aan de bevolking en dan

pas de documenten ter beschikking te stellen. Bij de bekendmaking van het bestuursakkoord hebben wij hetzelfde meegemaakt en ook het Gewest gaat op die manier te werk. Als dat de nieuwe politieke cultuur van Ecolo-Groen is!

Het fietsactieplan wordt met veel tamtam aangekondigd alsof het iets totaal nieuw is. Er zijn al heel wat fietsplannen geweest. Zo bevatte het fietsplan van de heer De Lille bijzonder ambitieuze doelstellingen, bijvoorbeeld twintig procent verplaatsingen met de fiets tegen 2018. De heer Dhondt heeft het over een verdubbeling van het aantal verplaatsingen. Dat is heel wat minder dan de twintig procent die de heer De Lille destijds vooropstelde. We zitten nu aan zeven procent verplaatsingen met de fiets, wat dus ongeveer driemaal minder is dan het vooropgestelde doel. Die enorme afzwakking ten opzichte van het vorige fietsplan, getuigt van een gebrek aan ambitie. Op het niveau van het Gewest constateren we gelijkaardige doelstellingen, namelijk een verdrievoudiging tegen 2030.

Het fietsactieplan brengt niets nieuws. Bovendien betreft het een materie die tot de bevoegdheid van het Gewest zou moeten behoren. Ik geef een voorbeeld: het Gewest legt een nieuwe weg aan, maar nergens is er een fietspad te bespeuren. Nochtans luidt een doelstelling, die inmiddels al tien jaar oud is, dat bij de aanleg van nieuwe gewestwegen in een afgescheiden fietspad moet worden voorzien.

Ik vrees dat het plan dode letter zal blijven, niet wegens een gebrek aan voluntarisme, maar door de gebrekkige infrastructuur. Daar knelt het schoentje.

Die ambitieuze doelstellingen zouden gepaard gaan met een investering van 2,6 miljoen euro. Dat is bijzonder weinig. De N-VA is het er volledig mee eens dat we van Brussel een fietsstad moeten maken. Dat stond in ons verkiezingsprogramma, zowel voor de gemeente als voor het Gewest. Dat vereist echter gigantische investeringen. Die investeringen blijven al decennia ondermaats. Als die tendens niet radicaal wordt gekeerd, zullen we weinig vooruitgang boeken. In plaats van een toename van het aantal fietsers, zullen we te maken krijgen met een stijgend aantal ongevallen die het gevolg zijn van de onveilige fietsinfrastructuur.

De pijnpunten die ik heb genoemd, zijn algemeen bekend. De BicYcle Policy AuDit (BYPAD) legt de vinger op de zere plek. Ik citeer: “Brussel scoort ondermaats op een



aantal factoren. Het fietsbeleid heeft weinig vooruitgang gekend. Het gevoel van ontevredenheid heerst vooral over het onveiligheidsgevoel en het gebrek aan goede infrastructuur. Al negen jaar stijgt het aantal fietsongevallen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.”

De volgende jaren staat de schepen voor twee uitdagingen: ten eerste raad ik hem aan te solliciteren voor een functie op het kabinet van Elke Van den Brandt om op gewestelijk niveau te werken aan een degelijk fietsbeleid; ten tweede moet hij aandringen op investeringen en nog eens investeringen.

**De heer De Lille.**- Mijnheer de voorzitter, ik hoor dat er mensen zijn die ons de les willen spellen. Wat ik daarop kan zeggen, is dat we van die partij weinig lessen te leren hebben. Wat communicatie betreft, herinner ik mij levendig hoe Vlaams minister Ben Weyts nog volop aan het onderhandelen was met gewestminister Pascal Smet over de verbreding van de Ring, maar tegelijkertijd aan de pers zijn plannen over de Ring heeft uiteengezet. Als het gaat over communicatie die niet optimaal verloopt, hebben we van de N-VA dus geen lessen te leren.

Dat de N-VA in haar programma pleit voor het creëren van fietssteden, juichen wij uiteraard toe, maar blijktbaar is dat voor hen geen echte prioriteit in de steden waar zij het voor het zeggen hebben. Ik denk in dat verband aan Antwerpen, waar het autoverkeer nog altijd voorrang krijgt op het fietsverkeer.

Wij zijn uiteraard blij met het fietsactieplan dat vandaag ter bespreking voorligt. Tijdens de autoloze zondag van het voorbije weekend zijn er heel veel mensen op straat gekomen. Daarmee tonen zij dat zij willen en kunnen fietsen. Op zo'n dag leeft Brussel op en wordt de lucht meteen heel wat zuiverder. Bovendien weten we dat de fiets het meest geschikte vervoermiddel is in de stad. Fietsvervoer is goedkoop, snel en stipt. Men weet precies wanneer men zal aankomen. Voor bedrijven is dat een belangrijke factor. Het fietsplan is een eerste stap om van Brussel een echt leefbare stad te maken. Vaak wordt opgeworpen dat Brussel geen echte fietsstad is en dat Amsterdam en Kopenhagen steden zijn die van oudsher een fietscultuur hebben. We mogen echter niet vergeten dat zowel Amsterdam als Kopenhagen pas fietssteden

geworden zijn omdat die steden daartoe op een bepaald ogenblik de politieke keuze hebben gemaakt. Brussel maakt nu de politieke keuze om ook een fietsstad te worden. Dat is een cruciaal moment. Ik geef toe dat er in het verleden ook al fietsplannen zijn geweest. Het verschil ligt in de ambitie van het huidige fietsplan. Dat er wordt gestreefd naar een verdubbeling van het aantal fietsers, is wel degelijk een ambitieuze doelstelling.

Ik heb geprobeerd om die doelstelling op het niveau van het Gewest te realiseren, maar wij werden helaas geconfronteerd met de weigerachtige houding van een aantal gemeenten. Brussel was een van die gemeenten. Het Gewest heeft zelfs stiekem fietspaden moeten aanleggen omdat Brussel de aanleg ervan wou beletten. Het verheugt mij dat de mentaliteit nu veranderd is en dat het fietsplan niet enkel het werk is van de schepenen van Mobiliteit, maar dat het de steun heeft van het voltallige College. Niet alleen heeft het hele College het fietsplan mee voorgesteld, maar zowel de burgemeester als de schepenen schuiven de fiets naar voren in het kader van hun respectieve bevoegdheden. Daarom geloven wij in dit fietsplan en zullen wij het steunen.

**M. Dhondt**, échevin.- C'est la première fois que la Ville de Bruxelles élabore un plan vélo transversal : tous les échevins y ont contribué selon leurs compétences, ainsi que les associations cyclistes et la Région. Il contient des actions concrètes fondées sur l'audit réalisé en 2012.

Dit plan is geen administratieve beslissing. De beslissing die we hebben genomen om 2,6 miljoen te besteden aan fietsinfrastructuur en vijfhonderd fietsbogen aan te kopen, moet veertien dagen vooraf aan de gemeenteraad worden meegedeeld. Ik vond het echter niet opportuun om de tekst vooraf ter beschikking te stellen, omdat wij een maximaal effect beoogden en de fiets via de pers op een positieve manier in beeld wilden brengen. Daarom hebben wij besloten om het plan vorige vrijdag aan iedereen bekend te maken. Het is de bedoeling om van de fiets het meest vanzelfsprekende vervoermiddel in de stad te maken.

Monsieur Coomans de Brachène, notre plan d'action prévoit la création d'un réseau de parkings à vélos dans les différents quartiers afin que tous les Bruxellois et les visiteurs disposent d'un endroit sécurisé pour garer leur vélo. Nous savons que le vol est, après les infrastructures, la principale raison pour laquelle les gens renoncent au vélo. Dans ce domaine, nous mettrons en place des mesures en collaboration avec le Bourgmestre au titre de responsable de la police.

Notre objectif prioritaire est de créer une Ville apaisée avec une meilleure qualité de l'air et plus de sécurité routière. Le vélo est un moyen clé d'atteindre un tel objectif.

**M. Coomans de Brachène.**- Nous voterons ce plan vélo, même si nous regrettons qu'il manque parfois d'ambition, notamment concernant le vol de vélos. Je me suis moi-même fait voler mon vélo à deux reprises, dont une fois devant le commissariat à 12h30. Vous auriez pu consacrer plus de trois lignes à cette problématique. Pourrait-on organiser une section réunie sur ce plan afin de le compléter ensemble et de créer plus de synergies avec la Région ?

**De heer Vanden Borre.**- Antwerpen maakt al jarenlang een prioriteit van afgescheiden fietspaden. De bewering dat Antwerpen een autostad is, klopt niet, want 95 procent van het grondgebied is zone 30.

De doelstelling die het College met veel tamtam voor Brussel heeft aangekondigd, is in Antwerpen al gerealiseerd. Onze doelstelling om het aantal fietsers te verdubbelen, ligt volledig in de lijn van het mobiliteitsplan van het Gewest, dat streeft naar een verdrievoudiging tegen 2030. De investeringen die thans worden gedaan, vertegenwoordigen een veelvoud van die in Brussel.

De investeringen in fietsinfrastructuur die minister Weyts op het Vlaamse niveau doet, zijn nog nooit zo hoog geweest als nu. De fietssnelwegen worden in sneltempo aangelegd.

We moeten vaststellen dat de fietspaden aan de grens van het Brussels Gewest stoppen. Dat probleem is al lang gekend. Dat Brussel het beter doet, klopt dus

jammer genoeg niet.

Volgens de heer De Lille hadden we in het verleden te kampen met een gebrek aan medewerking van de gemeenten. Het Gewest en de gemeenten verwijten elkaar dat de vorige fietsplannen niet werkten. Ik pleit voor een fietsplan op het niveau van het Gewest. Afzonderlijke gemeentelijke fietsplannen zijn niet efficiënt. Het fietsactieplan dat thans wordt voorgesteld telt veel pagina's, maar biedt weinig meerwaarde. De maatregelen om fietsen aantrekkelijker te maken, vind ik positief. Daarom zal ik het fietsplan steunen. Ik herhaal dat er meer investeringen nodig zijn en dat de knelpunten op gewestelijk niveau moeten worden aangepakt.

**M. Dhondt**, échevin.- Je propose d'organiser une section réunie sur ce dossier, comme suggéré par M. Coomans de Brachène.

#### **Dossiers de M. l'échevin Maingain**

#### **Dossiers van dhr. schepen Maingain**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

#### **Point 41**

**Mme Moussaoui**.- Les modifications s'appliquent-elles à tous les marchés ? Le marché de Bockstael ne figure pas dans la liste. Pourquoi ?

**M. Maingain**, échevin.- La modification du règlement sur les marchés vise essentiellement à le mettre en conformité avec la situation réelle. Les extensions d'horaire à Anneessens et Peter Benoit résultent principalement des demandes des commerçants. Pour le marché de Bockstael, aucune modification n'a été apportée. Nous n'avons joint que les annexes modifiées.

#### **Dossiers de M. l'échevin El Ktibi**

#### **Dossiers van dhr. schepen El Ktibi**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

**Dossiers de Mme l'échevine Jellab**

**Dossiers van mevr. de schepen Jellab**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

**Dossiers de Mme l'échevine Persoons**

**Dossiers van mevr. de schepen Persoons**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

**Dossiers de M. l'échevin Pinxteren**

**Dossiers van dhr. schepen Pinxteren**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

**Dossiers de Mme l'échevine Houba**

**Dossiers van mevr. de schepen Houba**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

**Dossiers de M. l'échevin Zian**

**Dossiers van dhr. schepen Zian**

- Accord de la section.
- Akkoord van de sectie.

**Point 41**

**Mme Vivier**.- Je salue cette initiative. Cette charte était nécessaire, mais elle n'est pas anodine. Elle demande un gros engagement. Elle prévoit d'octroyer le label *Handycity* aux communes qui prennent un tel engagement. Plusieurs communes bruxelloises l'ont déjà obtenu. Pour cela, beaucoup de mesures doivent être prises en termes

d'accessibilité des bâtiments publics et des lieux culturels, de voiries, etc. Des communes ont même dédié des agents à l'inclusion. Je suppose que vous allez dresser un état des lieux des infrastructures existantes ou manquantes. Il serait utile que nous en parlions ensemble en section réunie pour partager nos suggestions. Si votre objectif est d'obtenir le label *Handycity*, nous vous soutiendrons dans votre démarche.

**M. Zian**, échevin.- L'objectif poursuivi en l'espèce est l'inclusion de la personne handicapée. La Ville de Bruxelles ambitionne de se voir octroyer le label *Handycity*. La plupart des propositions formulées dans la charte figurent déjà dans notre plan d'action. Néanmoins, nous procéderons à un audit général de tous les bâtiments publics qui posent des problèmes d'accessibilité. Par ailleurs, nous envisageons l'engagement d'une personne de contact « handiccontact » à même de servir d'interface avec les personnes en situation de handicap.

J'entends votre proposition et je préparerai une section réunie où je pourrai vous exposer les actions menées par la Ville en termes d'inclusion de la personne handicapée ainsi que nos projets en la matière pour obtenir le label *Handycity*.

### **Vote**

**M. le Président**.- Nous devons à présent nous prononcer sur l'ensemble des dossiers.  
*(Il est procédé au vote nominatif.)*

**M. le Président**.- Adoptés, sous réserve des observations formulées par l'opposition.

### **Interpellation - Interpellatie**

#### **Questions orales - Mondelinge vragen**

**Interpellation de Mme Ampe et questions jointes de M. Vanden Borre, Mme Debaets et Mme Barzin concernant l'insécurité et les nuisances dans le centre-ville**

**Interpellatie van mevr. Ampe en samengevoegde vragen van dhr. Vanden Borre, mevr. Debaets en mevr. Barzin betreffende de onveiligheid en overlast in het**

## stadscentrum

**Mevrouw Ampe**.- Vier jaar geleden heeft het centrum van Brussel een metamorfose ondergaan: er werd een voetgangerszone geïnstalleerd, de openbare ruimte werd volledig heraangelegd en een ander stuk wordt momenteel heraangelegd. De centrale lanen zijn nu autovrij. Er werden bloemen en bomen geplant en de bestrating werd vernieuwd, zodat het centrum veel aangenamer is geworden voor de bewoners, maar ook voor de bezoekers. Er kwamen ook nieuwe winkels, die voor meer gezelligheid en levenskwaliteit voor de inwoners en de toeristen zorgen. Door de vermindering van het autoverkeer is de luchtkwaliteit verbeterd en is er minder lawaai, en dat heeft ervoor gezorgd dat fietsers en voetgangers koning zijn in het centrum.

We zijn nu vier jaar verder, de heraanleg zit op kruissnelheid, maar dat betekent lang niet dat alles vlekkeloos verloopt. De werf verloopt volgens plan, maar de burgers wijzen op het feit dat er in het centrum vrij veel straatcriminaliteit is, vooral in de zone tussen de Grote Markt en het Beursplein. Een reportage van VTM legde de vinger op de wonde. Mensen die er zich willen amuseren, iets drinken op een terras, worden lastiggevallen, geslagen, uitgescholden, overvallen ... We kennen allemaal de verhalen. De politie moet constant uitrukken voor straatboefjes, zeker tijdens de weekendnachten. De burgemeester is verantwoordelijk voor de openbare orde, de veiligheid en de tucht.

Mijnheer de burgemeester, bent u op de hoogte van de overlast of wordt die nog altijd geminimaliseerd? Welke maatregelen zult u treffen of hebt u al getroffen om dat fenomeen onder controle te krijgen? Kunnen de inwoners binnenkort eindelijk rustig genieten van de terrassen in de voetgangerszone of zullen zij stevast worden lastiggevallen door mensen die daar eigenlijk niet thuishoren?

**De heer Vanden Borre**.- Mijnheer de voorzitter, ik heb een aantal maanden geleden, namelijk op 29 april, reeds een vraag gesteld over dit thema en moet helaas vaststellen dat de situatie sindsdien nog is verergerd. De beloftes die de burgemeester toen heeft gemaakt, zijn helaas gebakken lucht gebleken. De buurtbewoners en de bezoekers van onze mooie stad ondervinden aan den lijve wat laxisme en laissez-faire

betekenen voor onze veiligheid. De videoreportage van Faroek Özgünes toont hoe het er in het nachtleven echt aan toegaat. Dat er één weekend wel wordt opgetreden door de politie verheelt niet dat een aantal structurele problemen totaal niet worden aangepakt. De veiligheid blijft, vooral 's nachts, zeer problematisch en dan ademt de zomer echt een wasem van marginaliteit uit. Drugsdealers, junks, dronkaards, daklozen en bedelaars bevolken 's nachts de voetgangerszone in aanbouw. Overlast, geroep en getier zijn schijnbaar de norm. Buurtbewoners klagen dat ze 's nachts niet buiten durven te komen en voelen zich in de steek gelaten. Buitenlandse toeristen kunnen soms hun ogen niet geloven. Dit is dan hartje Brussel! In een reactie laat de politie weten dat er geen stijgende criminaliteitscijfers zijn in de voetgangerszone. Burgemeester Close reageert: "Dit was tien jaar geleden al het geval op de Grote Markt of twintig jaar geleden op Sint-Goriks. Nu centreert het zich meer rond de Beurs." Deze citaten illustreren de struisvogelmentaliteit en het totaal ontkennen van enige urgentie. Dit is een slag in het gezicht van de buurtbewoners en de bewoners, bezoekers en toeristen die worden beroofd, bedreigd en aangevallen. Dit is ondertussen ongeveer tien à twintig jaar bezig, zegt de burgemeester zelf. Volgens Le Soir zijn dit jaar zeshonderd arrestaties uitgevoerd.

"There are three kinds of lies: lies, damned lies and statistics." Arrestaties zeggen bijzonder weinig over de onderliggende problematiek. Om een volledig beeld te krijgen van de voetgangerszone moet de burgemeester eindelijk open kaart spelen en alle cijfers op tafel leggen, ook die van de aangiften van diefstal en geweld. En dan nog blijft het probleem van de zaken waarvoor geen aangifte wordt gedaan. In deze zone moet er dag en nacht politiepermanentie zijn, op zijn minst tot de veiligheid gegarandeerd kan worden.

Daarnaast kampt de voetgangerszone ook met een groot probleem inzake netheid en agressieve bedelarij, twee problemen waar de stad helaas niet ingrijpt. Ik herhaal het: er zou een politiesteunpunt op de Anspachlaan moeten komen. Dat dit er niet komt, is een vergissing. Aangezien het hoofdkantoor zou verhuizen, zal er geen belangrijk aanspreekpunt voor de buurtbewoners komen.

Hoeveel meldingen van diefstal en geweld waren er de voorbije vijf jaar in de



voetgangerszone?

Ik pleit voor een onmiddellijke invoering van nultolerantie voor alle vormen van overlast en een nieuw stadsreglement met een charter van rechten en plichten, met onder andere onmiddellijk inbare GAS-boetes met het oog op de leefbaarheid van alle inwoners en passanten. Zal het college hieraan meewerken?

Ik pleit voor een verbod op de consumptie van alcohol op de openbare weg en een verbod op de verkoop van alcohol in winkels na tien uur in de gehele voetgangerszone. Zal het college hieraan meewerken?

**Mevrouw Debaets**.- Mijnheer de voorzitter, de situatie is schrijnend, ze is bekend, maar ze kwam opnieuw onder de aandacht. We kunnen de toestand aanklagen, maar we moeten vooral nadenken over oplossingen.

Ik heb een persbericht geschreven – ik heb trouwens het gevoel dat mijnheer Vanden Borre het al gelezen heeft. Ik heb vier concrete voorstellen.

Richt een mobiel politiecommissariaat in. Ik heb dat onlangs in Nederland gezien, het is een soort van pop-upcommissariaat. Het werkt goed en geeft een gevoel van echte nabijheidspolitie.

Ik pleit voor een verbod op bedelarij in de centrale lanen. Ik weet dat een algemeen verbod niet mogelijk is. Dat is misschien voer voor discussie voor de nieuwe federale regering. De stad kan echter op bepaalde plekken een verbod uitvaardigen. Een dergelijke maatregel moet natuurlijk gepaard gaan met de begeleiding naar opvang en omkadering van daklozen of van mensen met een precair statuut.

Ik pleit voor een verbod op de verkoop van alcohol in nachtwinkels. De burgemeester heeft dat in het verleden al gedaan met het plan-Hypnos. Ik verwijs naar het verbod tijdens het WK. Een dergelijk verbod kan al den niet tijdelijk zijn. Er is nood aan een echt masterplan, in overleg met de handel en met de horeca. Het is hemeltergend dat horecazaken nu zelf bewakingsagenten moeten inhuren omdat de politiediensten niet meer in staat zijn de veiligheid te garanderen. Een masterplan kan ook zorgen voor een veel betere mix van kwaliteitszaken. We hebben geen nood aan nog meer pittazaken en nachtschops. Dat belooft de burgemeester al een hele tijd. Ik hoop dat hij

er werk van maakt.

Mijnheer de burgemeester, erkent u het probleem? Vaak heb ik het gevoel dat u het maar half erkent. U stuurt een woordvoerder van de politiezone uit die ook maar kan verklaren wat haar opgedragen wordt: dat het aantal aangiftes en processen-verbaal niet gestegen is. Dat geeft een vertekend beeld. Heel wat mensen dienen misschien inderdaad geen klacht meer in.

Wat gaat u doen opdat iedereen zich comfortabel en veilig voelt? Veel bewoners willen verhuizen. We kunnen toch niet toelaten dat mensen die al hun spaarcenten geïnvesteerd hebben in een appartement, daar nu wegtrekken.

Hoeveel mensen van uw korps zijn belast met het waarborgen van de veiligheid? Een verhoogde politieaanwezigheid is ten zeerste aangewezen. Het is enigszins jammer dat die verhoogde aanwezigheid er pas na de VTM-uitzending kwam. Over hoeveel mensen gaat het?

Hoeveel aanhoudingen zijn er verricht, hoeveel processen-verbaal zijn er uitgeschreven en op welke grond?

Wanneer is eindelijk de definitieve oplevering van de voetgangerszone voorzien? De aanleg sleept al jaren aan, de straat ligt er niet netjes bij, wat natuurlijk bijdraagt tot het gevoel van onveiligheid. Ik geloof in de “broken windowstheorie”. De toestand in New York was tien tot twintig jaar geleden vergelijkbaar met wat wij nu meemaken in de centrale lanen. Door een combinatie van een aantal factoren, zoals begeleiding en omkadering, maar ook een lik-op-stukbeleid, is die toestand verbeterd. Als wijken er netjes en proper bijliggen, zullen mensen die wijken ook meer respecteren en voelt iedereen zich er beter en veiliger.

**Mme Barzin**.- Un reportage de VTM a relayé, après avoir suivi la police pendant une seule nuit, plusieurs tentatives de vol avec agression. La chaîne flamande relevait 600 arrestations depuis le début 2019.

Dans sa réponse à la presse, le Bourgmestre indiquait que le piétonnier n'était pas une « no go zone » et que cette situation était liée aux animations de nuit dans ce

périmètre, comme c'était le cas il y a dix ou vingt ans sur la Grand-Place ou à Saint-Géry.

Croyez bien que je ne prends pas pour argent comptant la critique émanant de médias flamands dont on sait que certains ne sont pas toujours amènes à l'égard de Bruxelles.

Croyez bien aussi que l'évolution urbanistique et paysagère de ce quartier est positive, et que je m'en réjouis. Néanmoins, la question de la sécurité peut et doit être posée pour le piétonnier. Les témoignages sont réels. L'évitement de ce quartier en soirée par un certain nombre d'habitants ou de visiteurs l'est tout autant et nous est régulièrement rapporté.

Quand nous avons voté la réalisation du piétonnier, le groupe MR a fortement insisté non seulement sur la propreté, mais aussi sur la sécurité à assurer sur le boulevard Anspach. J'ose donc espérer que votre programme pour ce quartier ne se limite pas à en faire ce qu'était Saint-Géry il y a vingt ans ou plus, à savoir un coupe-gorge.

Outre les faits de criminalité mis en lumière par VTM, je tenais à relayer les informations qui m'ont été données par un commerçant observant en soirée un trafic de drogues au début de la rue de Borgval. Parlons également des énerguènes sans doute sous influence qui, au départ des bancs ou en errant de ci de là, se bagarrent devant les cafés ou invectivent les passants, les habitants, à toutes heures de la journée, créant une pression sur le piétonnier et dans les rues adjacentes.

Ajoutons-y les incivilités : des gens qui urinent, qui défèquent sur le trottoir ou ont des pratiques sexuelles sur les bancs. Un autre commerçant m'a parlé d'une fellation en pleine journée, ce qui dépasse l'incivilité pour constituer une atteinte aux bonnes mœurs. Notre police fait son travail mais, manifestement, elle doit être davantage soutenue.

En ce qui concerne les faits de criminalité relayés par VTM, confirmez-vous le chiffre de 600 arrestations depuis le début de l'année ? Quel était le chiffre à cette

date en 2018 ?

De quels faits s'agit-il majoritairement ?

Quel est le dispositif policier appliqué aujourd'hui au piétonnier ? Combien de patrouilles ? Selon quels horaires ? Combien de caméras de surveillance ? Quelle politique d'action ?

Quelles solutions sont envisagées par le Collège et la zone de police face à ce phénomène ? Au MR, nous plaidons pour un commissariat ou même plusieurs petites antennes sur le piétonnier, de sorte à montrer la présence policière et à appliquer des réponses encore plus rapidement. Cette solution est-elle envisagée ?

Dans la presse, le Bourgmestre pointe le manque de suivi du parquet. Vu le problème pour notre Ville, le Collège a-t-il pris langue avec le parquet ? Quel renforcement de nos solutions envisager si celui-ci- ne suit pas, en effet ?

En ce qui concerne les énerguènes en question, comment notre police les appréhende-t-elle ? Les fait-on quitter le piétonnier ? Les sanctionne-t-on pour trouble à la tranquillité publique ?

Enfin, en ce qui concerne les comportements inciviques, quelle est l'approche de la police ? Combien d'amendes ont été infligées en 2019 ?

Quels sont les objectifs de Bravvo en ce qui concerne ces comportements ? Combien de gardiens de la paix sont mobilisés sur le piétonnier et selon quel timesheet ? Au MR, nous plaidons pour que les gardiens de la paix puissent être assermentés afin de devenir des agents constatateurs d'incivilités. N'est-il pas temps de mobiliser nos différents moyens à ce sujet ?

Je vous remercie pour vos réponses et je remercie la police pour son travail actuel et futur visant à ce que cet axe désormais emblématique de Bruxelles gagne une réputation, en soirée comme en journée, à la hauteur des ambitions en termes de qualité de vie et d'attractivité.

**Mme Dhont**.- Je suis très fâchée contre VTM, contre Els Ampe et la majorité. J'habite le long du piétonnier. En un jour, le 1er juillet 2015, Mme Ampe et la majorité précédente ont décrété que notre zone devenait piétonne. Mais avec quelle préparation ? À Bordeaux, les équipes ont travaillé dix ans à la préparation du piétonnier sous tous ses aspects. En l'espèce, tout c'est fait en un jour. Le reportage de VTM et les interpellations tentent d'opposer les habitants et les touristes à ceux-là, les *boefjes*, les petits criminels, les *bedelaars*, les *zatlappen*, les drogués. On oppose les gens faute de prendre le problème en main. Il ne faut pas plus de police. Dès le début du piétonnier, il aurait fallu une gestion sociale, un accompagnement de toute cette zone, de la place Fontainas à la place de Brouckère. Des dizaines de personnes auraient pu être mises au travail pour accompagner les jeunes, pour garantir la sécurité sociale, pour nettoyer le piétonnier, pour créer une ambiance.

Au cours du premier été, un ancien détenu avait placé des tables sur le piétonnier, avec des jeux d'échec. C'était magnifique ! Avant toute chose, le piétonnier a besoin d'un encadrement social. Moi aussi, je suis contre la criminalité du boulevard Lemonnier jusqu'à la place de Brouckère. Si je suis témoin d'un incident, j'interviens. J'interviens aussi quand je vois des gens jeter leur canette à terre.

On a créé de nouvelles conditions de vie sur le piétonnier, mais elles doivent être rendues plus humaines, comme le disait Karl Marx, par une gestion sociale, cela avant toute répression.

**De burgemeester**.- Naar aanleiding van de vragen gesteld door de gemeenteraadsleden de heer Vanden Borre, mevrouw Ampe, mevrouw Barzin en mevrouw Debaets kan ik u het volgende meedelen.

Ik stel vast dat de voetgangerszone overdag een gezellige en vernieuwde omgeving vormt voor een groeiend aantal toeristen en buurtbewoners die er komen kuieren en die er ook blijven om te lunchen. 's Avonds wordt het feestelijke karakter van deze

zone nog versterkt.

's Nachts wordt de voetgangerszone echter het toneel van overlast, veroorzaakt door personen die er ronddolen of onwettig verblijven. Ze veroorzaken lawaaihinder, vertonen problematisch drinkgedrag, laten afval achter, maar zijn eveneens daders van allerhande inbreuken.

Deze situatie is onaanvaardbaar, zowel voor het imago van de stad als voor de openbare dienstverlening aan de bevolking.

Sedert maart 2019 heeft de politie haar aanwezigheid, zowel op preventief als op repressief vlak uitgebreid op de Noord-Zuidas tussen de lanen Anspach – Debrouckère en Beurs – en Lemonnier – Stalingrad - om er de openbare rust te herstellen en te handhaven.

Tegelijk met deze acties, gericht op de voetgangerszone van het hypercentrum, werden verscheidene projecten in samenwerking met het parket van de heer procureur des Konings opgestart. Ik verwijs naar het Project SAP (secteur d'action prioritaire ). Tevens vaardigde ik verschillende politiebepalingen uit die systematische identiteitscontroles, beperkt in tijd en ruimte, mogelijk maken.

De politie van Brussel Hoofdstad is dus zowel overdag als 's nachts aanwezig, zowel zichtbaar in uniform als diskreet in burgerkledij met het oog op een meer repressieve aanpak.

Ik vermeld de volgende initiatieven: TRA/ bikers: voor het verbaliseren van onbetamelijk verkeersgedrag en om het statuut van voetgangerszone te waarborgen; K9: te voet en met hond – beveiliging en back-up bij incident; INT/O: dagelijks ingezet met politievoertuig, ontradend opgesteld tegenover de Beurs/Orts; DPI Centrum: versterkte aanwezigheid voor aanhoudingen op heterdaad; JUD Trekkers: aanwezigheid van politiemensen gespecialiseerd inzake gauwdiefstallen; Herschamteam: beheer en begeleiding van ronddolende personen.

Naast dit interne systeem van onze zone hebben wij, vanuit de optiek van een geïntegreerde politie, verschillende keren de steun aangevraagd van de federale politie: SPC voor de beveiliging van de metrostations Anneessens – Beurs – De Brouckère; CAV, politie te paard, die een ontradende aanwezigheid verzekert nabij de

toegangen tot de voetgangerszone - Lemonnier / Stalingrad -; CIK: steun van geüniformeerde politiemensen tijdens verschillende geplande acties.

Wij hebben tevens gebruik gemaakt van de steun van externe partners tijdens gezamenlijke acties met de MIVB voor het beveiligen van metrostations en aangrenzende halteplaatsen.

Onze zone werkt ook samen met Bravvo, zoals overigens met de stadsdiensten, onder meer voor de controle van de terrassen.

Het geheel aan getroffen maatregelen heeft geleid tot een verhoging van het aantal gerechtelijke aanhoudingen. Het aantal gerechtelijk aangehouden personen is opgelopen van 515 in 2018 naar 605 eind augustus 2019, dus al meer op acht maanden dan vorig jaar op een jaar. Van de aanhoudingen in 2019 waren er 165 uitgevoerd voor drugsfeiten, 147 voor diefstallen met geweld en nagenoeg een honderdtal voor gauwdiefstallen. Naast deze gerechtelijke aanhoudingen werden er eveneens 177 administratieve aanhoudingen gedaan voor openbare dronkenschap en 354 voor verstoring van de openbare orde en/of onwettig verblijf.

De Stad beschikt over een Algemeen politiereglement (APR), dat toelaat om onburgerlijk gedrag te bestraffen.

In 2018 heeft de Cel Administratieve Sancties van de Stad ongeveer 2000 dossiers ten laste van passanten en burgers en 2000 dossiers ten laste van etablissementen met betrekking tot onburgerlijk gedrag behandeld.

Specifiek in de voetgangerszone heeft het optreden van de politie tijdens de eerste acht maanden van 2019 geleid tot het opstellen van 3043 GAS-pv's verkeer en 233 GAS-pv's APR.NL

Ces chiffres correspondent au début d'un processus. Je ne dirai jamais que c'est la faute du parquet ou du ministre de la Justice. Je suis parfois interpellé par l'inaction de l'Office des étrangers par rapport au nombre d'arrestations. Je comprends que les policiers en aient parfois assez d'arrêter les mêmes personnes. Le reportage de VTM le montre bien, la police est omniprésente et elle arrête des gens. Les trekkers font un travail extraordinaire. Bien sûr, plus nous recevons de touristes, plus les pickpockets

sont nombreux. Il est vrai également qu'une zone de chantier est plus complexe à gérer.

Nous gagnons du terrain, mais il reste quatre zones problématiques dans le centre, pour lesquelles j'engage toute ma détermination: Alhambra, Sainte-Catherine, devant la Bourse et le bout du boulevard Lemonnier. Je citerai également la porte de Hal où nous avons mené de grosses actions. Pour ces zones, j'ai signé un arrêté de contrôle systématique. Cette mesure exceptionnelle permet à la police de systématiser les contrôles administratifs. Toutes vos interpellations sont justifiées. Nous voulons poursuivre notre lutte contre le sentiment d'insécurité.

Madame Dhont, vous avez raison, tout ne viendra pas de la police. Pour cette raison, nous avons créé une brigade, la Bruciteam, chargée d'aborder les problèmes sociaux et qui dépend de Bravvo. Elle tente d'aider les personnes en les orientant vers le CPAS. Peu de CPAS dans ce pays en font autant que le CPAS de Bruxelles. En termes de remise à l'emploi des personnes sous article 60, nous sommes les premiers du pays. Mais nous ne pouvons pas non plus tout accepter. Les gens ont droit à la quiétude dans le quartier. Pour certains habitants et commerçants, la limite a été atteinte, raison pour laquelle la police est présente. La détermination des corps de police et des services sociaux est totale.

Bien entendu, il reste du travail, car les centres urbains sont complexes. Il est exact que je suis réticent à l'interdiction systématique, même si nous devons prendre des mesures (vente d'alcool, terrasses...). Avec M. Maingain, nous allons rencontrer les tenanciers de terrasses du quartier Saint-Géry afin de dégager avec eux un accord global. Faute d'un tel accord, je devrai peut-être prendre des mesures plus strictes.

Le reportage de VTM est le reflet d'une réalité : il y a de la violence dans le centre et la police est présente. Mon travail consiste à trouver des solutions avec les corps de police. C'est ce que nous allons faire.



S'agissant des commissariats mobiles, je suis hésitant. Pour moi, les policiers ne doivent pas rester dans un commissariat, ils doivent être dans la rue. C'est la présence policière sur le terrain qui est importante, à pied ou à vélo.

Nous devons trouver un équilibre en prenant des mesures sociales, mais aussi en rappelant à certains les normes qui régissent la vie en société. Madame Lalieux et moi-même travaillons également sur la problématique de la santé mentale, que l'on refuse de traiter. Les pouvoirs publics sont assez démunis face à des personnes souffrant de graves problèmes psychiatriques. Nous travaillons avec Mme Lalieux et les autorités régionales à un système de prise en charge de ces personnes totalement déconnectées de la réalité, qui génèrent parfois de graves nuisances, notamment chez les commerçants, et créent un sentiment d'insécurité.

**Mevrouw Ampe.**- Ik twijfel uiteraard niet aan de bedoelingen en de intenties van de burgemeester, maar zelfs gisteren, op autoloze zondag, waren er bij de terrassen aan het Beursplein een aantal mensen die compleet gedeconnecteerd zijn van de realiteit. Ik wil die mensen niet veroordelen, maar de klanten op die terrassen hebben er niet om gevraagd om lastig gevallen te worden, en de handelaars die de terrassen uitbaten, betalen belastingen om dat probleem op te lossen. Los van de intenties en de bedoelingen is het belangrijk dat er rust is en dat de mensen op de terrassen op een aangename manier van de stad kunnen genieten.

**De heer Vanden Borre.**- Mijnheer de burgemeester, ik steun uw duidelijke taal. U probeert de problemen duidelijk te benoemen. Ik vind ook dat u intenties uitstraalt, en dat u wel degelijk probeert in te grijpen. Tot daar toont u zich een goede communicator.

Helaas heb ik vijf maanden geleden een gelijkaardig antwoord gekregen en moet ik vaststellen dat de realiteit veel minder fraai is.

Het aantal aangiften hebt u niet vermeld. Het is belangrijk dat daar duidelijkheid over

bestaat. Hoeveel feiten worden aangegeven? Tijdens de Ronde van Frankrijk gaf Brussel, en zeker de voetgangerszone, een andere aanblik, ook 's nachts. Blijkbaar is er toch meer mogelijk. Tot slot denk ik dat we inderdaad verder moeten kijken dan politie alleen. Zo pleit ik voor een alcoholverbod na tien uur, een bedelverbod in bepaalde zones en een verbetering van de infrastructuur om duidelijkheid te verschaffen.

**Mevrouw Debaets.**- Het is goed dat de burgemeester het probleem erkent. Voorts wil ik mijn waardering voor de politiediensten uitspreken. Zij doen schitterend werk. Ik verwijs naar de bikers, die op een niet-agressieve manier maar toch heel duidelijk een oogje in het zeil houden.

Op mijn drie concrete vragen heb ik een gedeeltelijk antwoord gekregen. Wat de pop-upcommissariaten betreft, zegt de burgemeester dat men niet overal commissariaten moet inrichten. Ik geloof echter wel in mobiele commissariaten die ad hoc kunnen ingrijpen zolang de situatie niet onder controle is. Ik heb begrepen dat de burgemeester in gesprek zal gaan met de handelaars en met de nachtwinkels over een verbod op alcohol.

Ik herhaal mijn pleidooi om een verbod op bedelarij in die zone in te stellen. Dat is geen antisociale maatregel. Ik heb immers nog nooit iemand ontmoet die beter is geworden van met zijn gezin op straat te slapen.

**Mme Barzin.**- Je remercie le Bourgmestre pour sa réponse et son volontarisme. J'ai envie de le croire, comme le MR l'a fait déjà plusieurs fois.

Je vous invite à garder à l'esprit la possibilité d'ouvrir de petites antennes en fonction de l'évolution de la situation, vu leur intérêt en termes de police de proximité, de rapidité d'intervention et de prévention, de par leur présence à des endroits précis du piétonnier. Les commerçants sont demandeurs.

Vous ne m'avez pas répondu sur le nombre de caméras présentes sur le piétonnier.

**M. le Bourgmestre.**- L'ensemble du piétonnier est couvert.

**Mme Dhont**.- Je remercie les travailleurs du piétonnier. Le chantier progresse désormais à une vitesse presque inhumaine. Les ouvriers sont présents de 6h à 19h. Ils viennent me demander des boissons. Ils rentrent dormir à Turnhout.

Quelle atmosphère le Collège veut-il créer sur le piétonnier ? Une ambiance de consommation avec des terrasses sans fin, ou un espace où les habitants vivent ensemble dans un esprit de solidarité ? Les riverains doivent slalomer entre les terrasses.

**M. le Bourgmestre**.- Je sens que l'adhésion au piétonnier progresse.

La perspective du procès pour terrorisme qui se tiendra l'année prochaine m'inquiète. Monsieur Coomans de Brachène, le ministre fédéral M. Bellot va engager un budget de 17 millions d'euros pour la création d'un tribunal temporaire de trois mois ! (La moitié du coût de rénovation de la Bourse...) Le procès de l'attentat du Musée juif avait déjà fortement mobilisé nos forces de police. Cet argent pourrait être consacré à d'autres projets, comme la rénovation du Palais de justice. Ce qui m'inquiète, c'est le nombre de policiers que cela va mobiliser. Avec mon homologue d'Ixelles, nous avons engagé 200 policiers supplémentaires, mais chaque nouveau procès mobilise une bonne part de nos effectifs et celui-ci en particulier pourrait gravement porter atteinte à nos missions quotidiennes et à l'action de la police de proximité. Cela, je ne l'accepterai pas.

**De heer Vanden Borre**.- Wat het laatste punt betreft, kan de burgemeester misschien even aankloppen bij het Gewest. Het Gewest ontvangt 55 miljoen euro voor het verzekeren van de veiligheid tijdens internationale toppen. Van dat bedrag wordt twee tot drie miljoen euro besteed aan de politie. De rest gaat naar onbestemde projecten. Wie juist zoekt, kan dus wellicht voldoende middelen vinden.

**Vraag van mevrouw Ampe betreffende de staat van het wegdek ter hoogte van de Verdunstraat met de Dobbelenbergstraat**

**Mevrouw Ampe**.- Mijnheer de voorzitter, er zijn klachten over de staat van het wegdek ter hoogte van de Verdunstraat met de Dobbelenbergstraat in Haren. De voorbije zittingsperiode werden heel wat straten in Haren heraangelegd, onder meer de Ganzenweidestraat en ook de Verdunstraat. Ter hoogte van de Dobbelenbergstraat gaat de asfaltweg met gaten echter over in een kasseiweg die vol putten is en dat leidt natuurlijk tot gevaarlijke situaties. Wanneer is de vernieuwing van het wegdek gepland en wat kan er op korte termijn gebeuren om het wegdek te herstellen?

**De heer Dhondt**, schepen.- Mijnheer de voorzitter, mijn antwoord is heel kort. De maatregelen op korte termijn zijn reeds genomen. We hebben al koud asfalt gegoten in de putten die het gevaarlijkst zijn en wij hopen volgend jaar de overgang tussen de Verdunstraat en de Dobbelenberg volledig te kunnen vernieuwen.

**Question de M. Weytsman concernant le retrait des vélos en free floating Jump  
notamment de Laeken**

**M. Weytsman**.- Peu importe la manière dont est interprété le départ de cette entreprise (aspects commerciaux, vandalisme...), nous avons besoin des nouveaux acteurs de la mobilité. L'échevin ou le Bourgmestre ont-ils organisé des réunions avec ceux-ci ? Quelle solution leur apporter pour qu'ils restent à Bruxelles ? Nous devons donner un signal clair aux nouveaux investisseurs à même de proposer des solutions de mobilité innovantes à Bruxelles.

**M. Dhondt**, échevin.- La méthode de l'opérateur concerné est assez particulière : il a retiré ses vélos sans qu'aucune réunion n'ait été organisée. J'ignore si Jump respecte sa convention avec la Région, car il n'a fourni aucune information quant à ses activités sur notre territoire. Dès la réception du courrier de l'opérateur, nous avons pris contact avec la Région. Je rappelle que tous ces opérateurs travaillent dans le cadre d'une ordonnance régionale. Nous avons indiqué que nous étions à leur disposition pour dégager des solutions qui permettent de développer leurs activités sur notre territoire.

La ministre régionale s'est alignée sur notre position. Elle réunira les acteurs, les communes et la Ville pour dégager avec eux une solution concrète.

**M. Weystman**.- Je suis particulièrement déçu par votre réponse. Elle témoigne de la volonté de ne pas accueillir ce genre d'acteur ou, tout au moins, d'un manque d'engagement. Le problème qui se pose est de nature structurelle et la plupart des réponses relèvent des communes, pas de la Région. Quelles réponses voulez-vous qu'une ministre régionale de la mobilité apporte à des faits d'incivilité ou de vandalisme ?

Quand le MR siégeait au Collège, nous prenions directement contact avec ces acteurs. Lors du réaménagement de la place Bockstael, j'ai moi-même contacté à deux reprises le secrétaire général de Drive Now pour le rencontrer le plus rapidement possible. Il nous demandait des garanties quant au suivi des actes de vandalisme commis sur ses véhicules. Il est important d'indiquer que la Ville de Bruxelles accueille ces nouvelles technologies et ces nouveaux acteurs de la mobilité, moyennant peut-être la fixation de critères de qualité, d'encadrement ou de régulation. Dire que ce n'est pas de notre compétence et que l'on ne peut rien faire, et renvoyer le dossier à une ministre qui n'a aucun levier d'action concret, cela ne me semble pas responsable.

**Vraag van Mevr. Dhont betreffende het informeren van de bewoners van de sociale woningen en de bewoners van de Papenvestwijk over het geselecteerde project voor de bouw van nieuwe woningen ter vervanging van de 5 blokken**

**Mme Dhont**.- Nous voulons disposer des plans du projet sélectionné pour la construction de 140 logements de la Régie et 210 logements sociaux.

Hier, j'ai reçu la photo de la maquette. Les habitants souhaitent savoir quel est l'avenir du quartier. C'est une question de démocratie, s'agissant d'un budget de 73 millions d'euros.

**M. Zian**, échevin.- Votre interpellation tombe à point nommé. En effet, nous sommes sortis lundi passé d'un délai de réserve obligatoire avant toute communication sur le nom des architectes.

Le choix des auteurs de projet a été approuvé par le Collège de la Ville le 13 juin dernier et par le conseil d'administration du Logement bruxellois. Je précise que cette approbation était également soumise à l'accord de l'autorité de tutelle, à savoir la SLRB, qui l'a donné le 15 juillet dernier. L'approbation par la tutelle de la Ville a eu lieu le 26 août.

Dans le cadre du marché public européen de services pour la désignation des auteurs de projet, une période dite de standstill est imposée, pendant laquelle un certain secret doit être gardé autour de l'attribution. Ensuite seulement, nous pouvons envoyer un courrier officiel à l'attributaire du marché. Ce délai permet à un concurrent qui se sentirait lésé de contester la décision de désignation et d'arrêter le processus. Ce délai a expiré le 17 septembre. Aucune contestation de la décision n'a été introduite par des soumissionnaires non retenus. La lettre de commande aux auteurs de projet a donc pu leur être adressée dès le lendemain.

Pour mémoire, il s'agit de l'équipe Team 5+ qui regroupe MDW Architecture, Lan srl Architecture, Bgroup Greish sa, Matriciel sa, Contemporary Landscape Creation sarl. C'est donc un groupement de bureaux d'architecture qui a emporté le marché.

Ce n'est que maintenant qu'une communication sur le projet peut être faite. Il est prévu que les habitants soient très prochainement les premiers informés. Je ne peux pas encore vous donner de date précise quant à l'organisation de cette information. Communiquer avant l'expiration des délais d'approbation et de recours aurait exposé la Ville au risque d'annoncer aux habitants des informations non définitives, voire incorrectes.

L'équipe qui a été désignée l'a été sur la base d'une proposition de projet. Cette dernière doit encore évoluer en passant de l'esquisse à l'avant-projet avant qu'une demande d'urbanisme ne soit introduite. Lorsque le permis d'urbanisme aura été

octroyé, un marché public de travaux sera lancé afin de désigner une entreprise de construction ou un consortium. Cela nous conduira aux environs de 2022.

Le budget que vous avez cité est correct. À ce jour, 40 millions sont inscrits pour le Logement bruxellois et 33 millions le sont pour la Régie foncière.

**Question de M. Weytsman concernant des nuisances de bruit causées par les travaux exécutés de nuit sur le boulevard Emile Bockstael ainsi qu'à la pertinence et aux conditions d'autorisation de ces travaux**

**M. Weytsman**.- Dans une vidéo que vous avez tous reçue, les habitants du quartier Bockstael expliquent les difficultés qu'ils éprouvent à dormir à cause de travaux qui s'y déroulent la nuit.

De quel chantier s'agit-il ?

Un permis a-t-il été délivré ? Quelles en sont les conditions ?

Comment encadrez-vous les travaux du secteur privé et comment garantirez-vous à l'avenir que les riverains puissent dormir la nuit ?

**Mme Persoons**, échevine.- Normalement, les travaux ne sont autorisés que de 7h à 19h en semaine. Une dérogation peut être accordée pour des demandes bien précises (coulage de béton...). En l'occurrence, il s'agissait de travaux réalisés pendant la nuit du 3 au 4 septembre dans le cadre du contrat de quartier durable Bockstael, à savoir la percée du plafond de conduites HDPD (eaux sales). La STIB a imposé que le trafic des bus ne soit pas perturbé sur ce tronçon très fréquenté et, donc, que les travaux soient réalisés de nuit. La demande de dérogation émanait donc de la STIB et de Sibelga.

En règle générale, toute dérogation prévoit que le bruit soit limité au maximum. En l'espèce, tel n'a pas été le cas. Les ouvriers ont utilisé un marteau piqueur. Les clauses de la dérogation n'ont pas été respectées. Nous leur enverrons un courrier pour leur signaler que cela n'est pas acceptable.

**M. Weytsman**.- Si j'en viens à poser ce genre de question, c'est parce que les riverains ne reçoivent pas réponse à leur courriels. Le Collège pourrait-il y répondre plus rapidement ou, simplement, informer les riverains que pendant un certain nombre de nuits, ils subiront des nuisances ? Cela simplifierait grandement les choses.

**Mme Persoons**, échevine.- Il revient aux entrepreneurs d'informer les riverains que des travaux vont se dérouler de nuit.

**Mme Weytsman**.- Cela n'a pas été fait dans ce cas-ci. Ce point pourrait être mis à l'ordre du jour du groupe de travail sur les cahiers des charges.

**Mme Persoons**, échevine.- En effet. Je précise que ce type de dérogation est très rarement accordée.

**Vraag van mevr. Debaets betreffende de evolutie van de achterstand bij de  
behandeling van de aanvraag van stedenbouwkundige inlichtingen**

**Mevrouw Debaets**.- Mijnheer de voorzitter, ik denk dat we alleen maar blij kunnen zijn dat heel wat jonge mensen Brussel als woonplek kiezen en er een eigendom kopen, want dat toont toch wel aan dat zij zich hier voor langere tijd willen vestigen. Dat is natuurlijk goed nieuws, ware het niet dat de termijnen voor de stedenbouwkundige vergunningen, maar ook inlichtingen, op geen enkele manier gerespecteerd worden. Dat is niet nieuw. Ik heb twee, drie jaar geleden een gelijkaardige vraag gesteld en toen zei de toenmalige schepen dat het probleem spoedig zou verholpen worden omdat de stad extra personeel zou aanwerven op die dienst, zodat de termijnen wel gehaald zouden worden. Niets is echter minder waar, want op de site van de Stad staat dat het niet mogelijk is om binnen de opgelegde termijn te antwoorden. Dat heeft natuurlijk heel wat negatieve gevolgen voor de kandidaat-koper. De meeste mensen moeten geld lenen en iedereen weet dat een principeakkoord van de bank maar drie maanden geldig is. Als de stad maanden, soms zelfs een jaar of langer nodig heeft om die attesten uit te reiken, dan is de aanvraag bij de bank al lang vervallen. Dat brengt heel wat mensen in problemen



omdat zij de huur van hun huis of appartement hebben opgezegd, maar niet naar hun nieuwe woning kunnen verhuizen omdat de Stad de vereiste attesten en inlichtingen niet kan bezorgen.

Hoeveel nieuwe personeelsleden zijn sedert mijn vorige vraag de desbetreffende dienst komen versterken? Het gaat om nieuwe aanwervingen of eventueel interne mutatie.

Hoeveel dossiers zijn er momenteel in behandeling?

Wat is de gemiddelde wachttijd voor de behandeling van een dossier en het verkrijgen van een stedenbouwkundige inlichting of attest?

**Mevrouw Persoons**, schepen.- Sinds de eerste hervorming van het Brusselse Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen heeft de stad het kader van de cel die zich bezighoudt met die stedenbouwkundige inlichtingen sterk uitgebreid. Er zijn destijds elf administratieve en technische agenten aan toegevoegd. Een persoon werd gedetacheerd naar de archieven in de Huidevettersstraat om de dossiers klaar te leggen. Er is een dagelijkse pendel tussen de archieven en het Administratief Centrum. Daarvoor is er een pool van chauffeurs. Er is een programma van digitalisering gelanceerd en we zijn begonnen met het ontwikkelen van een computertoepassing om een deel van de productie van de stedenbouwkundige inlichtingen te automatiseren. Die maatregelen zijn al een tijdje geleden genomen, maar sinds januari 2019 is de achterstand opnieuw beetje bij beetje opgelopen. In de zomer bedroeg hij opnieuw vier maanden. Momenteel hebben we nog 800 dossiers die in behandeling zijn. Één persoon behandelt gemiddeld twee dossiers per dag en op basis van het huidige kader komen er gemiddeld 250 aanvragen per maand binnen en worden er 150 dossiers per maand behandeld. Een wachttijd van vier maanden is inderdaad onaanvaardbaar. Hoewel de wettelijke termijn één maand is, zijn er weinig problemen als we de wachttijd tot drie maanden kunnen beperken, want meestal verlopen er drie maanden tussen het afsluiten van een compromis en het verlijden van de akte.

Deze zomer hebben we nog beslist om vijf mensen van een andere dienst als

versterking naar de dienst van de stedenbouwkundige inlichtingen over te plaatsen om de achterstand zo snel mogelijk weg te werken. Voorlopig is het loket van de technische inlichtingen tijdelijk dicht en verwijzen we door naar het gewestelijk loket Homegrade. Het loket van de technische inlichtingen zal worden heropend zodra de achterstand is weggewerkt. We hebben de notarissen verzocht om er bij hun toekomstige kopers op aan te dringen dat zij zo snel mogelijk de stedenbouwkundige inlichtingen aanvragen.

Op lange termijn zal het departement worden hervormd. De dienst zal worden ondergebracht bij de dienst vergunningen en we zullen proberen de functie aantrekkelijker te maken. De meeste bedienden behoren nu tot het technische kader B, waarvoor er weinig kandidaten zijn.

**Mevrouw Debaets**.- De vertragingen voor het verkrijgen van stedenbouwkundige inlichtingen zijn onaanvaardbaar, dus is het goed dat er extra mensen worden ingezet. Hoe zit het met de vergunningen?

**Mevrouw Persoons**, schepen.- Het aantal dossiers van de vergunningen die nu lopende zijn, kan ik u niet medelen. Sinds 1 september is het nieuwe BWRO op ons van toepassing, dat wil zeggen dat we vanaf 1 september de dossiers die binnenkomen, binnen de zes maanden moeten behandelen. Dat zal niet eenvoudig zijn.

**Mevrouw Debaets**.- Denk u dat dat zal lukken?

**Mevrouw Persoons**, schepen.- Dat is een heel ander verhaal. Daar kan ik nu niet op ingaan, want dat zou ons te ver leiden.

**Mevrouw Debaets**.- Ik zal er een schriftelijke vraag over stellen.

### **Question de Mme Barzin concernant le projet de nouvelle ligne de tram à Neder-over-Heembeek**

**Mme Barzin**.- Ce 18 septembre, le Collège organisait une soirée d'information à Neder-over-Heembeek au sujet du projet de tram annoncé.

Le titre du prospectus de la Ville était clair : « Un tram pour Neder-over-Heembeek »

Le débat fut houleux et contrasté, et pour cause : alors que l'échevin de la mobilité et de la participation indiquait que l'idée d'un tram existait depuis 2003 et qu'elle figurait dans la démarche Good Move (non encore approuvée par le gouvernement), d'aucuns dans la salle ont souligné que les Heembeekois n'avaient jamais été consultés sur la question même d'un tram à Neder-over-Heembeek. Plus tard dans la soirée, au vu des réactions, l'échevin de la mobilité a indiqué que le choix du tram n'était pas encore arrêté. En notre Conseil, notre collègue David Weytsman demandait récemment à l'échevin de la mobilité si toutes les options, donc pas seulement celle du tram, étaient envisagées. Il lui a été répondu que oui.

Les autres options qu'un tram à Neder-over-Heembeek sont-elles véritablement envisagées ? La réponse est simple : oui ou non.

Dans l'affirmative, pourriez-vous nous indiquer à la lumière de quels critères précis - tram, tram-bus ou bus, puisque dans cette approche assez contradictoire, les trois options ont été formulées - le choix serait opéré ? S'il s'agit d'un critère de densité de population, quelle proportion correspond à quel mode de transport en commun ? Le métro offre une réponse durable à la mobilité en Région bruxelloise. Cette option a-t-elle été réellement analysée ?

Quels tracés sont concrètement à l'étude ? Pour les projets de tram, combien d'alternatives sont examinées ? Pouvez-vous nous les exposer ?

La crainte des habitants se cristallise sur l'avenue des Croix de Guerre. Qu'en est-il exactement ? Combien de places de stationnement seraient, dans cette option, potentiellement supprimées en voirie, en particulier sur cette avenue.

De même pour une ligne de bus. Quel tracé précis serait à l'étude ? Je rappelle qu'une nouvelle ligne de bus 56 entrera en service en novembre, passant par l'Hôpital militaire, Peter Benoit, Croix de Guerre, Heembeek pour rejoindre Van Praet vers Schuman. Un renforcement des lignes existantes est-il envisageable (47, 53, 56) ?

J'en profite pour relayer l'avis de plusieurs habitants quant au problème de fréquence

insuffisante pour la ligne 53.

Mêmes questions pour le métro. Quels tracés sont étudiés ? Avec combien de stations sur Neder-over-Heembeek ? Pour quel coût et selon quel timing ?

En outre, plusieurs habitants ont rappelé l'importance de concertations plus larges afin d'atteindre le plus grand nombre de citoyens. Ne serait-il pas judicieux d'élargir le comité de pilotage qui ne compte actuellement que huit citoyens ?

La nébulosité autour de ce projet crée une tension à Neder-over-Heembeek. Pour le MR, des solutions claires s'imposent pour avancer, avec les habitants, vers l'option qui conviendra le mieux à ce quartier de notre Ville déjà très sollicité.

**M. Dhondt**, échevin.- Neder-over-Heembeek est en pleine évolution démographique, économique et dans le secteur des fonctions publiques. Nous devons prendre les mesures nécessaires pour encadrer cette évolution et assurer une haute qualité de vie, notamment en termes de mobilité.

Nous réfléchissons au moyen de répondre au mieux aux futurs défis de mobilité.

Nous souhaitons améliorer la qualité de l'air et la sécurité routière, notamment en réduisant la pression automobile et, donc, en augmentant l'offre de transports publics. C'est ce que nous faisons déjà avec le nouveau plan bus. Dans l'accord de majorité est inscrite la volonté de la Ville et de la Région de connecter Neder-over-Heembeek au centre-ville grâce à une nouvelle ligne de tram.

En mai de cette année, la STIB a lancé, en concertation avec la Ville, une étude d'impact qui doit mener au choix du tracé préférentiel et à la confirmation du mode d'exploitation. L'analyse multicritère est une aide à la décision pour définir le tracé et confirmer ce mode d'exploitation. Elle prend en compte les coûts d'infrastructure et d'exploitation, la complexité du projet, le potentiel et l'accessibilité (nombre de voyageurs de tous types : habitants, entreprises, écoles, centres sportifs...), les temps

de parcours, l'accessibilité aux PMR, l'intermodalité, l'impact sur la circulation automobile, le stationnement et la circulation routière. D'autres critères sont les aspects d'urbanisme et d'environnement, dont l'impact sur les quartiers, les liens avec les autres projets, l'intégration paysagère, l'impact climatique.

Le bureau d'étude réalisera l'exercice final et présentera ses conclusions au prochain comité de pilotage prévu au début du mois d'octobre.

S'agissant du métro, le potentiel du quartier analysé par le bureau d'étude et la capacité de chaque mode sont comparés. Neder-over-Heembeek enregistre effectivement une densité d'habitat et d'emploi, mais cela ne justifie pas la construction d'un métro.

S'agissant des tracés, il est actuellement question de trois corridors : nord (Versailles), central (Croix de Guerre) et sud (Vilvorde). Toutes les combinaisons de ces itinéraires sont examinées. Dans l'examen, il est tenu compte des aspects techniques (pente, giration, largeur disponible) et des autres aspects de la grille multicritère que je viens d'énoncer. Nous n'en sommes pas encore au stade de déterminer un tracé exact.

Les renforcements prévus dans le cadre du plan bus sont évidemment pris en compte. Des renforcements supplémentaires sont également examinés dans l'exercice en cours, mais un renforcement de ce qui est prévu n'est pas envisageable à court terme, car un nouveau plan bus est en cours d'élaboration.

La Ville et la STIB évaluent en permanence l'adaptation des lignes actuelles et/ou l'adaptation des itinéraires pour améliorer la desserte de Neder-over-Heembeek. Le 4 novembre, la ligne 53 sera desservie par des véhicules articulés ; la fréquence de la ligne 57 sera augmentée ; dès le 2 mars 2020, une ligne 56 sera mise en service ; la fréquence de la ligne 47 sera adaptée.

**M. Pinxteren**, échevin.- Le comité de pilotage rassemble de nombreux acteurs

régionaux (Bruxelles Mobilité, perspective.brussels, urban.brussels, Bruxelles Environnement, cabinets du ministre-président et de la ministre de la mobilité) et communaux (services et échevins de la mobilité et de l'urbanisme, police). Et chose innovante, nous avons ouvert ce comité de pilotage à des représentants d'habitants, d'associations et de commerçants. Leur nombre est passé de quatre à huit. Nous les avons choisis parce qu'ils nous semblaient représentatifs des différents profils de la population en tant qu'usagers des transports. À ce stade, il n'est pas prévu d'élargir la représentation citoyenne au sein du comité de pilotage. Nous multiplierons les réunions et les outils de coconstruction et de consultation.

**Mme Barzin**.- D'autres solutions que le tram sont-elles envisagées, oui ou non ?

**M. le Bourgmestre**.- Non. Cela figure dans l'accord de majorité entre Région et Ville.

**Mme Barzin**.- Je regrette cette position. Vous organisez une réunion de concertation dans une volonté de participation, alors que la décision a déjà été prise. Un élargissement du comité de pilotage serait très opportun.

Je regrette que l'option bus ne soit pas davantage examinée.

Qu'en est-il d'une éventuelle capacité supplémentaire en bus pour remplacer l'option bus ?

Qu'en est-il des suppressions de stationnement en voirie en cas de création d'une ligne de tram à Neder-over-Heembeek ?

**M. Dhondt**, échevin.- L'accord de majorité exprime clairement notre volonté de créer une ligne de tram qui relie le centre-ville à Neder-over-Heembeek. Cette volonté se traduit par la réalisation d'une étude d'impact. Le bureau d'étude nous présentera les conclusions de son examen multicritère qui envisagera les divers modes de déplacement, fixera le tracé préférentiel et confirmera le mode d'exploitation. Faute de tracé défini, nous ignorons encore l'impact sur l'espace public.

**Vraag van dhr. Vanden Borre betreffende de strijd tegen sluikstorten in Laken**

**De heer Vanden Borre**.- Mijnheer de voorzitter, op 15 september 2019 kondigde schepen voor Netheid Zoubida Jellab in La Capitale enkele nieuwe maatregelen aan onder de titel “On va tripler les amendes”. Zo wil de schepen onder meer het plafond voor boetes van sluikstort verdrievoudigen, slimme en mobiele camera’s inzetten, het aantal openbare vuilnisbakken verhogen in de voetgangerszone en de ophaling van grof huisvuil verbeteren.

Ik ben verheugd met een aantal maatregelen die recht uit het programma van de N-VA lijken te komen. Bij dezen wil ik de schepen alvast aanmoedigen om door te zetten en de nodige ambitie te tonen om verder te gaan dan loutere aankondigingspolitiek. De reglementen moeten nageleefd worden. Dit vereist echter een bijkomende inspanning van de Stad. Zo werd Laken de jongste tijd meer en meer geconfronteerd met sluikstorten. Op sociale media postten Lakenaren foto’s van gedumpt afval op de stoep en de straat. Zij vragen zich net zoals ik af waar de gemeenschapswachten of de netheidsdiensten zijn.

Hoeveel mobiele camera’s plant u? Wie zal het toezicht ervan waarnemen?

In hoeveel openbare vuilnisbakken voorziet u in de voetgangerszone van onze stad?

Hoeveel gemeenschapswachten van Bravvo patrouilleren in de wijken Laken-Noord en Laken-Centrum en hoeveel technische vaststellingen hebben ze de voorbije drie jaar gedaan?

Is de schepen het ermee eens dat er meer gemeenschapswachten-vaststellers moeten opgeleid worden om dit probleem aan te pakken. Zo ja, hoeveel?

Hoe verloopt de samenwerking met het gewestelijke agentschap Net Brussel? Er zijn ook gewestelijke ambtenaren die GAS-boetes mogen uitschrijven, maar die de toelating moeten krijgen van de stad Brussel. Hoeveel gewestelijke ambtenaren zijn er actief in de stad Brussel? Hoeveel GAS-boetes hebben zij de voorbije drie jaar uitgeschreven? Indien ze dat nog niet hebben gedaan, waarom hebben ze nog geen toestemming gekregen?

**Mevrouw Jellab**, schepen.- Ik dank de heer Vanden Borre voor zijn interesse in de openbare netheid in onze stad.

Onze medewerkers zijn dagelijks vanaf 6.30 uur tot 20 uur op het terrein aanwezig, zowel in de winter als in de zomer. Ik ben er zeker van dat u met mij hun dagelijkse inzet en doorzettingsvermogen zult waarderen, want de taak is moeilijk, fysiek zwaar en zij verdienen al onze dankbaarheid en waardering. Parallel met de bewustmakingsprojecten versterken wij de verbalisering, niet om de inwoners op stang te jagen, niet om de stadskas te vullen, maar, enerzijds, omdat een propere en aangename stad bijdraagt tot een verhoging van de levenskwaliteit en, anderzijds, omdat de kostprijs van het dagelijks ingezamelde afval op het grondgebied een steeds zwaardere last betekent voor het budget van de dienst en de gemeenschap. Als beheerder heb ik de verantwoordelijkheid om deze kosten te verlagen; dat is een van mijn doelstellingen.

Wat de camera's betreft, zullen twaalf bewakingscamera's in eerste instantie worden ingezet in de verschillende wijken van de stad op de door de dienst geïdentificeerde zwarte punten en op basis van klachten van bewoners. De videobeelden zullen door het bedrijf dat eigenaar is van de camera's naar de stad gestuurd worden en het zijn de agenten van de stad die de taksen op basis van de beelden zullen vaststellen.

Daarnaast voert ons team verbalisanten buurtonderzoeken uit en kloppen ze aan bij bewoners als er sluikestorten op onze wegen worden ontdekt.

In het stadscentrum – de dichtsbevolkte en meest commerciële wijken – plaatst de dienst Netheid een nieuwe soort afvalbakken die meer afval kunnen slikken dan de traditionele. Vuilnisbakken worden toegevoegd waar het netwerk onvoldoende lijkt. De dienst Netheid zorgt er ook voor dat deze afvalbakken vaak genoeg worden leeggemaakt. In de andere wijken van de stad zorgt de dienst Netheid ervoor dat er voldoende openbare afvalbakken aanwezig zijn bij haltes van het openbaar vervoer, in winkelstraten en rond scholen. In uitsluitend residentiële wijken, daarentegen, is het de bedoeling om het aantal afvalbakken te verminderen, aangezien deze in de praktijk voornamelijk huishoudelijk afval slikken. Om de inkrimping te compenseren, zorgt de stad ervoor dat de reinigingsfrequenties van de betrokken wijken, indien nodig, worden verhoogd.

Bravvotems melden ons dagelijks sluikestorten, alsook andere problemen met



betrekking tot de netheid van de sector. De vaststellingen omtrent sluikestorten worden gedaan door de zevenendertig gemeenschapswachten, die in drie teams werken in drie zones van Laken – Laken-centrum, Laken-zone-Leopold en Laken-modelwijk. In 2017 werden er 1983 vaststellingen gedaan, in 2018 waren dat er 1842 en voor de eerste acht maanden van 2019 ongeveer 1025. Het aantal vaststellingen neemt af in Laken-centrum en zone-Leopold, maar stijgt daarentegen in Laken-modelwijk. Dat is voor ons dus zeker een aandachtspunt.

Het college wenst een duidelijke scheiding te behouden in de opdrachten van preventie en repressie, zodat zich geen verwarring kan voordoen bij de burger. Daarom zijn de gemeenschapswachten geen vaststellers voor deze en andere feiten. De samenwerking met het gewestelijke agentschap Net Brussel verloopt behoorlijk goed. Op dit moment hebben de gewestelijke medewerkers van Net Brussel nog niet de mogelijkheid om gemeentelijke administratieve sancties op te leggen in het kader van sluikestorten op het grondgebied van de stad. Dit is echter niet noodzakelijk, omdat zij de mogelijkheid hebben om sancties op te leggen op basis van de gewestelijke ordonnantie betreffende afvalstoffen en dit ook op gemeentelijke wegen. Het beleid van de openbare netheid is geen beleid van slogans, van aankondigingseffecten. Dit zou onverantwoord zijn en dat is niet mijn manier om de opdracht die mij toevertrouwd is, aan te pakken. Het is een moeilijke opdracht, maar ik ben vastberaden en tweehonderd procent vastbesloten om de netheid van onze stad te verbeteren en ervoor te zorgen dat alle burgers, handelaars, organisatoren van evenementen op ons grondgebied, alsook de toeristen zich bewust worden dat netheid een collectieve verantwoordelijkheid is.

**De heer Vanden Borre.**- Dank u wel, mevrouw de schepen, voor uw antwoord.

Ik ben het er volledig mee eens dat we de taak van de mensen die zich inzetten om de stad proper te houden, absoluut moeten waarderen. Bij dezen spreek ik mijn absolute waardering voor hun werk uit.

Wat de rest van het antwoord betreft, blijf ik toch een klein beetje op mijn honger. Ik denk dat de stad wel degelijk nog meer kan doen. U hebt gezegd dat de

gemeenschapswachten niet tegelijkertijd vaststeller zijn, om verwarring te voorkomen. Dat is een zwak argument. De burger heeft daar geen boodschap aan. De burger wil gewoon dat het probleem opgelost wordt. Dat gebeurt helaas niet, dat kunnen we in Laken vaststellen. Tot slot pleit ik voor samenwerking met het Gewest.

**Vraag van mevr. Debaets betreffende de tweetalige dienstverlening aan de loketten van de Burgerlijke Stand**

**Mevrouw Debaets.**- Mijnheer de voorzitter, vorige week vernamen we via de media dat een jong Nederlandstalig koppel zijn zoontje wou aangeven op de dienst Burgerlijke Stand van de Stad Brussel. Het bleek zeer moeilijk om die aangifte in het Nederlands te doen. Nochtans had de moeder van de baby een afspraak gemaakt. Het is dus zeker vreemd dat het – volgens de media – meer dan een uur duurde om een Nederlandstalige bediende te vinden die de moeder te woord kon staan.

Hoe komt het dat men aan het loket Burgerlijke Stand geen tweetalige dienstverlening kan garanderen?

Hoe valt te verklaren dat de zoektocht naar een Nederlandstalige medewerker zoveel tijd in beslag kan nemen?

Hoe kan worden gegarandeerd dat een dergelijk voorval zich niet herhaalt en dat de tweetaligheid van de stadsdiensten verzekerd wordt?

Enkele jaren geleden werd nl@city, een online platform voor ambtenaren opgericht. Dat platform is zeer nuttig om specifiek jargon bij te leren. Hoeveel ambtenaren maken daar gebruik van?

Alle ambtenaren zouden tweetalig moeten zijn en over een tweetaligheidsattest beschikken. Dat is blijkbaar niet het geval. Hoeveel ambtenaren beschikken over een dergelijk attest?

**De burgemeester.**- De Nederlandstalige Brusselaars moeten altijd in hun moedertaal kunnen worden geholpen. Dat vindt het College uitermate belangrijk. Ik zal daar als burgemeester alles voor blijven doen.

Het personeel van de dienst Burgerlijke Stand dat dagelijks in contact staat met het

publiek, staat de Brusselaars in het Nederlands en in het Frans te woord. Wij zijn er ons evenwel van bewust dat het Nederlands nog kan worden verbeterd. Daarom zorgen wij ervoor dat onze medewerkers opleidingen kunnen volgen om die vaardigheden te verbeteren.

In 2014 werd een samenwerkingsovereenkomst gesloten met het Huis van het Nederlands. Sindsdien werden de verschillende initiatieven opgenomen in het vormingsplan van het personeel van de Stad. Er worden intensieve Nederlandse taallessen georganiseerd tijdens de werkuren, namelijk twee halve dagen per week. Dat geldt ook voor de loketbedienden.

Naast die intensieve taallessen worden bovendien de volgende initiatieven gerealiseerd: conversatietafels voor vijf departementen; taalbaden tijdens de zomermaanden, oorspronkelijk bedoeld voor de personeelsleden van het niveau A, maar nu ook voor de niveaus B en C. De lessen zijn toegankelijk voor alle departementen. Er wordt ook in extra lessen spelling en spraakkunst voorzien in het laatste trimester van 2019.

In oktober wordt de maand van het Nederlands georganiseerd in samenwerking met het Huis van het Nederlands. De bedoeling is om het Nederlands op het werk bij de Franstalige medewerkers te stimuleren, hun interesse op te wekken en gebruik te maken van de bestaande interne projecten, maar ook van de verschillende lessen en activiteiten die extern worden georganiseerd.

Het platform nl@city werd ter beschikking gesteld van de onthaalmedewerkers. Een analyse heeft aangetoond dat de beste aanpak hier echter een formule is van “blended learning”, een mix van e-learning en les van een moderator ter plaatse. De Stad maakt sinds enkele maanden gebruik van deze formule voor de opleidingen informatica.

Deze manier van werken kan het project nl@city een nieuwe impuls geven.

Wat het specifieke voorval betreft, wil ik graag een aantal feiten op een rijtje zetten. Volgens onze interne gegevens werd het dossier afgehandeld in twintig minuten. Het heeft dus geen uur geduurd, zoals in de pers vermeld stond. De loketbediende had die tijd nodig om advies in te winnen bij het diensthoofd over de schrijfwijze van de voornaam van het kind. Het ging dus om een technische aangelegenheid, namelijk

een voornaam met een dubbele hoofdletter, wat niet gebruikelijk is.

Ten slotte vermeld ik dat elf van de vijftien loketmedewerkers over een certificaat van Selor beschikken.

**Mevrouw Debaets**. - Uit het antwoord van de burgemeester leid ik af dat het om een geïsoleerd geval ging.

De samenwerking met het Huis van het Nederlands is positief. Hoeveel mensen maken er gebruik van? Hoeveel mensen nemen deel aan de conversatietafels en aan de taallessen die tijdens de werkuren worden georganiseerd?

De burgemeester. - Ik kan u de cijfers schriftelijk bezorgen.

De Stad Brussel telt het grootste aantal benoemde ambtenaren van het Gewest. Om te worden benoemd, moet men over een tweetaligheidsattest beschikken. Een groot deel van de bedienden, vooral loketbedienden, beschikt over dat attest. Het merendeel van hen heeft zijn tweetaligheid op het ogenblik van de aanwerving bewezen.

### **Question de M. Weytsman concernant la propreté autour du kiosque du Bois de la Cambre**

**M. Weytsman**. - Plusieurs citoyens m'ont interpellé pour me faire part de leur mécontentement concernant la propreté du kiosque du Bois de la Cambre. Il est dans un état pitoyable. Une situation vraiment problématique quand on sait que de nombreux Bruxellois viennent s'y balader en famille ou y faire du sport. J'ai déjà attiré l'attention du Collège sur cette problématique.

Quelles mesures ont été prises dernièrement pour améliorer la propreté dans le bois et autour du kiosque ?

Est-il possible de renforcer les équipes de la propreté ou des espaces verts le week-end afin de résoudre le problème ?

Des sanctions administratives ou amendes ont-elles été infligées à des contrevenants ces dix derniers mois dans le cadre de dégradations ?

Une communication spécifique à l'intention des promeneurs et autres utilisateurs du

parc concernant le respect des lieux a-t-elle été faite ?

**Mme Jellab**, échevine.- Le kiosque est nettoyé au moins trois fois par semaine par les jardiniers du bois. Malgré cela, le kiosque, comme toute la zone du carrefour des Attelages, est souvent sale. Le manque de civisme de certains utilisateurs du bois est tel que nos équipes ne peuvent pas suivre. Très souvent, le lendemain de son nettoyage, le carrefour des Attelages se retrouve aussi sale qu'avant l'intervention des jardiniers. En général, les déchets sont répandus la nuit. L'exploitant de la buvette installée sur le carrefour laisse ses tables et ses chaises à l'extérieur pendant la nuit, et celles-ci sont souvent utilisées sans surveillance par des gens qui ont peu de respect pour le site. M. Maingain envisagera avec l'exploitant les moyens de faire en sorte que ces tables et chaises puissent être rentrées.

Depuis le printemps 2019, des tournées propreté sont organisées dans le parc 7j/7, alors qu'elles ne l'étaient jusque-là que du lundi au vendredi, en plus des dimanches pendant l'été. Malgré ces tournées supplémentaires, très coûteuses en heures supplémentaires, le site reste sale par endroits. Étant donné que les dégradations sont perpétrées en dehors des heures de travail des jardiniers, surtout la nuit, il nous faudrait peut-être assurer une autre présence dans ce bois.

Comme expliqué au point précédent, les fréquences de nettoyage ont été augmentées, mais cela n'a pas entièrement résolu le problème. Il est évident qu'un renfort du personnel permettrait d'améliorer encore les résultats actuels.

J'en viens aux sanctions administratives. En général, les faits sont commis en dehors des heures de travail des jardiniers, dont seul le chef d'équipe est assermenté. Sachant qu'une telle assermentation ne permet pas de demander la carte d'identité des contrevenants, seule la police peut réellement sanctionner les incivilités.

S'agissant de la communication, des panneaux d'information rappellent le règlement d'occupation des espaces verts. L'un d'eux se trouve d'ailleurs sur le carrefour des

Attelages.

Des problèmes de propreté se posent dans tous les parcs accessibles au public de jour et de nuit. Plus les week-ends sont ensoleillés, plus les parcs attirent les promeneurs et aussi, malheureusement, des personnes inciviques qui abandonnent leurs déchets derrière eux. Le week-end des 14 et 15 septembre ayant été l'un des derniers beaux week-ends avant l'automne, les citoyens étaient très nombreux dans les espaces verts.

**M. Weytsman**.- Je suis heureux d'entendre que tournées ont été renforcées, car la situation ne cesse d'empirer. Je sais que le nettoyage des espaces verts est une tâche difficile. Dans l'ensemble, la situation n'est pas mauvaise et je ne comprends pas pourquoi certains, dont vous-même, évoquent une régionalisation. La zone proche du chalet et du kiosque attire beaucoup de monde le week-end. Pourquoi ne pas y renforcer les équipes ? Une communication devrait être ciblée sur ce croisement.

**Question de M. Weytsman concernant la démolition du bâtiment Belgacom au Sablon faisant l'objet d'une demande de permis**

**M. Weytsman**.- Comme vous le savez, la société Immobel, propriétaire du bâtiment Belgacom situé au Sablon, a introduit ses plans à la Région pour obtenir un permis de réaffectation dudit bâtiment. La demande de démolition et de construction a été introduite à la Région bruxelloise le 11 juillet 2019. Je vous avais déjà interrogée sur le sujet.

Ce projet est très loin de faire l'unanimité. Une pétition de riverains et de Bruxellois circule depuis plusieurs semaines. Elle a déjà récolté 1.800 signatures. Ses signataires soutiennent le projet de conversion de l'immeuble en appartements. Par contre, ils s'opposent à la démolition du bâtiment existant, car le concours du bouwmeester a montré qu'une solution alternative à la démolition était possible. D'ailleurs, en 2014, quand la société Allfin (reprise par Immobel) a acheté l'immeuble, après deux ans d'études de plan, elle a déclaré vouloir maintenir ce bâtiment.

La pétition repose sur quatre piliers :

- argument écologique : empêcher une démolition. L'empreinte écologique d'une telle dégradation n'est plus acceptable ni justifiable en 2019. Les autorités communales et régionales ont pris des engagements écologiques lors des dernières élections. Ils ont promis qu'ils respecteraient le principe de durabilité (voir également la Déclaration de politique commune adressée au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune). La destruction de ce bâtiment va à l'encontre de ce principe. D'ailleurs, le rénover permettrait de l'isoler correctement et d'obtenir un score PEB parfait ;

- argument patrimonial : le bâtiment de Belgacom est à l'image de l'architecture de son temps (modernisme), en particulier la façade emblématique du magasin Taschen, une baie vitrée concave monumentale. Il ne mérite pas d'être supprimé. Le bâtiment s'intègre parfaitement avec les bâtiments de l'axe nord-sud ;

- développement urbain : empêcher la démolition d'un bâtiment existant qui serait remplacé par un bâtiment dont la masse est plus envahissante ;

- argument politique : mettre fin à la tendance à la destruction inutile. Il ne faut pas effacer systématiquement le passé, comme cela a souvent été le cas. Le terme « bruxellisation » est malheureusement mondialement connu.

Quelle est votre position ?

Quelle est l'attitude de la Ville dans ce dossier au regard des engagements politiques pris lors des dernières élections ? La Ville a promis plus de participation des citoyens dans les décisions majeures de la Ville, ce qui est le cas en l'espèce. Vu l'importance de la contestation, prévisible dès le départ, pourquoi la Ville n'a-t-elle pas été plus en contact avec les signataires de la pétition ?

Les commerçants ont été invités à une intéressante réunion d'information, à laquelle

j'étais présent. Par contre, les riverains n'y étaient pas conviés. Pourquoi ?

Pour rappel, ce bâtiment n'a que 60 ans. Ne faut-il pas, certainement dans un quartier historique, donner priorité à la rénovation ?

La Ville a-t-elle rencontré la Région et/ou les représentants d'Immobel dans le cadre de ce dossier ? Qu'en a-t-il résulté ?

**Mme Persoons**, échevine.- Immobel est devenue propriétaire de l'ancien site historique RTT/Belgacom/Proximus situé rue de la Paille et rue Lebeau et, à l'époque, uniquement affecté aux bureaux. Le projet proposé est mixte. Il inclut des logements, des bureaux, des commerces, un hôtel et un parking. Un concours d'architecture a été organisé sous la supervision du bouwmeester. Le jury s'est réuni en juillet 2018. C'était encore le cabinet de M. Coomans de Brachène qui y était représenté. Deux projets de qualité ont été retenus : l'un prévoyait la conservation du bâtiment et l'autre, la démolition de l'aile située sur la rue Lebeau. Le bâtiment classé de la rue de la Paille sera, bien entendu, maintenu. Immobel a opté pour le projet de démolition, l'avis du jury n'étant pas contraignant.

En juillet, les demandes de permis d'urbanisme ont été déposées à la Région. Le dossier n'étant toujours pas déclaré complet, la Ville ne l'a pas encore reçu. J'ai rencontré une délégation des riverains et du comité de quartier en avril-mai. Avant l'été, les représentants d'Immobel m'ont présenté leur projet. Ils ont organisé une réunion à l'hôtel de Ville à l'intention des commerçants. Nous ne pouvons pas obliger un promoteur à organiser des séances d'information, même si je les encourage toujours à le faire. La seule obligation que nous puissions leur imposer, c'est la tenue d'une enquête publique. Nous ne disposons pas d'autres leviers contraignants. Le nouveau Cobat n'en prévoit pas non plus. Il semble que d'autres séances d'information aient eu lieu, auxquelles je n'ai pas participé, car je ne souhaitais pas m'exprimer officiellement dans ce dossier. Plus de réunions seront organisées autour de ce projet, mieux cela vaudra.



Je comprends les arguments écologiques et patrimoniaux avancés dans ladite pétition. La semaine prochaine, j'ai rendez-vous avec M. Smet, nouveau secrétaire d'État chargé des permis d'urbanisme, pour décider de la suite.

**M. Weytsman**.- Dans les quatre dernières réponses du Collège, il est dit que « c'est la faute des autres ». Ma question était pourtant claire : quelle est la position de la Ville de Bruxelles dans ce dossier ? Est-elle favorable ou défavorable au projet ?

**Mme Persoons**, échevine.- Soit nous donnons un avis sur le projet introduit à la Région et nous tentons de l'améliorer, soit nous refusons la démolition du bâtiment. Je dois demander à M. Smet quelle est sa position, car c'est la Région qui délivrera le permis. J'aurais préféré une rénovation du bâtiment.

**M. Weytsman**.- J'entends donc que la Ville est plutôt défavorable au projet et qu'elle souhaite laisser la porte ouverte aux discussions afin de privilégier la rénovation.

### **Questions d'actualité - Actualiteitsvragen**

#### **Question d'actualité de Mme Vivier concernant l'augmentation de la violence dans le quartier des Marolles**

**Mme Vivier**.- Nous avons tenu un débat intéressant sur les problèmes de sécurité dans le centre, que le Bourgmestre a reconnu. J'espère qu'il admettra que des problèmes se posent également dans le quartier des Marolles.

On a pu lire dans la presse que des faits de braquage et vol avec violence avaient eu lieu dans des cafés bien connus de la place du Jeu de Balle.

Dans le même temps, même si cela ne fait pas la une des journaux, les habitants, dont je suis, peuvent témoigner que les faits de vol à l'arrachée, bris de voiture, vol dans les voitures ou de voitures sont depuis un certain temps en augmentation, ainsi que les bagarres et les agressions. La police était encore dans ma rue cet après-midi pour un cambriolage et je me suis rendue moi-même au commissariat à la suite d'actes de vandalisme sur ma voiture. Les heures d'ouverture de ce commissariat ont par ailleurs été fortement réduites.

Contrairement à ce que d'aucuns pensent, le quartier des Marolles et de la Marolle (la partie haute du quartier) en particulier, était relativement tranquille de ce point de vue par rapport à d'autres quartiers du centre, voire à ceux adjacents du centre-ville.

Il semble qu'il y ait une « remontée » de la délinquance en provenance du bas de la Ville (Stalingrad et Lemonnier), et une recrudescence de celle-ci et du trafic de drogues dans le parc de la Porte de Hal, où les faits de délinquance sont nombreux. Il semble que des patients de l'hôpital Bordet auraient peur de sortir du bâtiment.

Je ne peux croire qu'il ne s'agisse que de cas isolés ou d'une impression de ma part.

Que pensez-vous de cette situation ? Rejoignez-vous ce constat alarmant ?

Disposez-vous de statistiques sur le niveau d'insécurité et son augmentation dans le quartier ?

Quelles sont les mesures possibles face à cette situation ? Des patrouilles supplémentaires sont-elles envisageables ? Y a-t-il assez de policiers sur le terrain ? Qu'en est-il du réseau de caméras ? Dans la Marolle, beaucoup ne fonctionnent pas.

Comment restaurer la sécurité dans un quartier qui était, jusqu'ici, un quartier paisible ?

**M. le Bourgmestre.**- La Porte de Hal figure parmi les secteurs d'action prioritaire, au même titre que la Bourse, le quartier Alhambra et le quartier Lemonnier. Il s'agit de secteurs qui font l'objet d'attentions particulières et, ipso facto, d'un focus policier important afin de lutter contre toutes les formes de nuisance ou de criminalité.

Pour la Marolle, je suis parfaitement conscient de la problématique, et il faut pouvoir l'objectiver. Force est de constater que la criminalité est surtout enregistrée sur les boulevards et les avenues bordant le parc. J'ai rencontré cet après-midi encore le ministre de tutelle de Bruxelles Environnement, dont relève ce parc, pour mener avec lui une réflexion sur le sujet. Nous y travaillons en commun avec la zone de police Midi et celle de Bruxelles Capitale Ixelles. La criminalité qui avait lieu dans le bas de la Porte de Hal est remontée dans ledit parc dont la configuration n'est pas idéale en

termes de sécurité pour les personnes qui travaillent le soir ou les patients de Bordet et Saint-Pierre. Nous avons également rencontré les représentants d'Interparking pour envisager la sécurisation de leurs parkings.

Forts de ce constat, nous avons mis sur pied une équipe de la direction de la recherche locale, basée dans les locaux du commissariat de la rue de l'Hectolitre. Sa mission consiste à focaliser son action sur le parc et les territoires qui le jouxtent en travaillant sur la base du flagrant délit. Parallèlement, nous avons intensifié la présence policière aux abords du parc avec l'organisation de patrouilles mobiles et la multiplication des actions de sécurité routière.

En outre, depuis la mi-juillet, les actions de contrôle des personnes fréquentant le parc sont « protocolisées » faisant suite à l'arrêté de contrôle systématique que j'ai signé pour cette zone comme je l'avais fait pour la zone centre. Ces actions font l'objet d'un suivi quotidien par la direction générale territorialité appuyée par la brigade judiciaire et les équipes de terrain. Le projet de suivi des récidivistes en partenariat avec le parquet se poursuit également. Nous restons en contact avec l'Office des étrangers. Dans les Marolles, nous avons identifié l'auteur de plusieurs cambriolages et attaques.

Les caméras sont au nombre de 13 dans les Marolles et 7 nouvelles caméras sont inscrites au budget. Si vous le souhaitez, je vous communiquerai leur localisation par écrit.

**Mme Vivier**.- Nous attendons donc les résultats de vos actions.

### **Question d'actualité de M. Weytsman concernant le futur des rampes du Palais de Justice**

**M. Weytsman**.- Faisant suite au constat d'un bureau d'étude selon lequel il manque d'espaces verts de qualité dans les Marolles, la Ville avait lancé un projet de

verdurisation des rampes du Palais de justice. L'objectif était d'en faire un véritable espace public destiné aux touristes, aux habitants des Marolles, aux familles et aux clients. La presse nous annonce que la Ville a abandonné ce projet. Pourquoi ?

**M. Pinxteren**, échevin.- En date du 1er juillet, nous avons adopté la modification du programme du contrat de quartier Marolles, dans lequel il est clairement indiqué que ledit projet était abandonné au profit d'autres. En réalité, il s'agissait d'une étude. Or les contrats de quartier n'ont pas vocation à financer des études, mais bien à soutenir des projets concrets et réalistes. Ledit projet a été jugé peu pertinent.

Par ailleurs, la Ville de Bruxelles n'est pas propriétaire des rampes, puisqu'elles sont la propriété de l'État fédéral. Elle ne dispose donc d'aucun droit réel sur ces voiries. En concertation avec la commission de quartier, il a été convenu d'allouer le budget d'étude des rampes à des projets concrets de verdure et de valorisation de l'espace public, lesquels font l'objet d'un appel à projets « Appropriation des espaces publics de quartier ». La végétalisation du quartier des Marolles est au centre des projets de ce contrat de quartier. Elle figure parmi les éléments majeurs et structurants de l'action qui sera menée dans ce cadre. La décision d'abandonner le projet trouve sa justification dans l'application stricte du cadre des contrats de quartier et dans un dialogue restauré avec la commission de quartier.

**M. Weytsman**.- Vous évoquez un dialogue restauré. Cela ne correspond pas à ce que l'on m'en dit. L'étude aurait pu être financée par la Région ou dans le cadre des politiques de la Ville de Bruxelles. J'ai rencontré les principaux acteurs fédéraux et régionaux, et même les bâtonniers, pour m'assurer de la possibilité de dégager les voitures et de rouvrir cet espace public au profit des habitants, des touristes et des clients. Je regrette votre décision. Il s'agissait d'une première étape pour un projet qui me semblait ambitieux. L'étude du contrat de quartier avait dressé le constat d'un manque cruel d'espaces verts de qualité dans les Marolles. Certes, les budgets pourront être réorientés vers la verdure de toits ou de rues, mais cela ne

compensera pas les milliers de mètres carrés qui auraient pu être mis à la disposition des habitants. C'est réellement regrettable. Dans cinq, dix ou quinze ans, on réalisera qu'on a manqué une opportunité.

**M. Pinxteren**, échevin.- Je vous invite à déployer les mêmes efforts dans ce dossier auprès du propriétaire des rampes, à savoir l'État fédéral.

**M. Weytsman**.- Le propriétaire des rampes était totalement favorable au projet, à la seule condition qu'il se réalise en harmonie avec les travaux sur chacune des façades. Il fallait également trouver des compensations pour les quelques dizaines de voitures qui stagnent tous les jours sur les rampes du Palais de justice.

### **Question d'actualité de Mme Vivier concernant la non-fermeture de la Porte d'Ulysse**

**Mme Vivier**.- Contrairement à ce qui était annoncé au dernier Conseil, la Porte d'Ulysse n'a pas dû fermer ses portes ce week-end. L'ouverture du centre serait prolongée d'une semaine dans l'attente d'une autre solution en collaboration avec la Région. Si l'idée était, dès le départ, de dégager une solution pérenne, pourquoi ne pas avoir agi plus tôt ? Il a fallu attendre l'approche de la date butoir et la menace d'une fermeture pour ouvrir les discussions et trouver un accord avec un autre niveau de pouvoir. Une telle menace a causé un stress considérable aux bénéficiaires, mais aussi aux associations et aux citoyens dont le travail sur le terrain n'est pas suffisamment reconnu par le monde politique.

Nous orientons-nous donc vers une solution pérenne et non transitoire, cette fois ?

Peut-on déjà en savoir plus sur cette solution ?

Quelle sera l'implication pour la Ville de Bruxelles ?

Je regrette le manque de prise en compte de la situation dans le parc Maximilien. Le fait de maintenir l'hébergement de nuit implique également le maintien en journée de migrants dans ce parc. Ces derniers ont tendance à y rester, alors que les habitants du quartier souhaitent également en retrouver l'usage, à juste titre.

Enfin, cela implique également le maintien des migrants dans des réseaux de travail

au noir, en attendant, pour beaucoup, un dangereux passage vers l'Angleterre.

Je souhaite que notre police lutte au moins contre le développement de réseaux de trafic d'êtres humains, en particulier de mineurs.

**M. le Bourgmestre.**- La police poursuit son action pour sécuriser le quartier comme elle le peut. Les cellules d'assistance de l'Office des étrangers et la police fédérale n'aident plus au traitement des dossiers, ce qui ne nous facilite pas la tâche. Je l'ai dit au ministre de l'intérieur, qui m'a promis d'intervenir sur la question. Mais nous ne nous faisons guère d'illusion. Le ministre régional chargé de l'accueil des sans-abri contactera la ministre en charge de la migration. Nous soumettrons au prochain Conseil une convention rétroactive pour prolonger l'accueil d'un mois.

Les cabinets du ministre-président et du ministre en charge de l'aide médicale urgente cherchent des lieux d'accueil, à défaut d'un centre d'orientation et d'autres mesures. Nous préférons que ces gens ne soient pas là. Depuis près de trois ans, la Ville et la Région tentent de gérer le problème. Le CPAS poursuivra son action. Nous n'en sommes pas encore à pouvoir proposer une solution structurelle.

**Mme Vivier.**- Nous sommes d'accord sur un point, à savoir que nous préférons que ces gens ne soient pas là. Nous reviendrons sur la gestion du parc Maximilien.

### **Question d'actualité de M. Weytsman concernant le mécanisme de double rémunération CPAS-Ville**

**M. Weytsman.**- La presse relaie des décisions surprenantes prises par votre Collège. Elles visent à permettre à des membres de cabinet d'être rémunérés tant par la Ville de Bruxelles que par le CPAS pour une même fonction. Cette situation toucherait plusieurs personnes de la Ville et du CPAS.

En outre, le Collège aurait décidé de rémunérer certains membres de ses cabinets par des voitures de société. Je suis fort étonné de ces pratiques, puisqu'il avait fait de la bonne gouvernance l'une de ses priorités, comme qu'indiqué dans l'accord de

majorité : « Le travail d'inventaire, de transparence et de bonne gouvernance sera poursuivi dès lors qu'il est essentiel tant pour restaurer la confiance des citoyens envers les institutions publiques que pour garantir un service public optimal. » À la page 156, vous parlez même des « élus qui sont les moteurs et l'image de l'exemplarité recherchée en matière de gouvernance ».

Payer quelqu'un à temps plein et quasiment à mi-temps sur le même budget, est-ce de la bonne gouvernance ? Je ne conteste pas que des fonctionnaires puissent exercer des activités complémentaires, mais en l'espèce, il s'agit d'un mécanisme qui vise à faire payer par le CPAS et la Ville de Bruxelles plus d'un temps plein pour une fonction qui, je suppose, est assez similaire.

Non seulement la situation dénoncée par la presse est en opposition totale avec la bonne gouvernance, mais nous pouvons même parler d'un recul par rapport à ce qui avait été décidé par l'ancien Collège PS, MR, open Vld, puisqu'en janvier 2017, nous avons explicitement travaillé, en concertation avec l'opposition, à des mesures de bonne gouvernance qui s'opposent directement à ces bonnes pratiques.

L'octroi d'une voiture de société me laisse également perplexe. Pourquoi accorder une voiture à une personne dans le cadre d'une fonction alors que son prédécesseur n'en avait pas ? On évoque un montant de plus de 600 €.

Pourquoi prendre cette décision alors que dans votre accord de majorité, le Collège signale à plusieurs reprises qu'il faut une solution alternative aux voitures, sources de pollution ? À la page 70, il est dit que la Ville visera à réduire l'usage du cadre fiscal des voitures de société et privilégiera, dans ses contrats, l'usage partagé de véhicules.

Nous demandons un cadastre de tous les employés bénéficiant d'un double contrat ou d'une double rémunération Ville-CPAS, qui reprenne le nombre d'heures à prester au CPAS et à la Ville de Bruxelles. Nous demandons également un cadastre de toutes les

fonctions de la Ville et du CPAS qui justifient la mise à disposition d'une voiture de société.

Par ailleurs, nous souhaitons que la pratique de double rémunération dépassant un temps plein soit définitivement interdite. C'est injustifiable auprès de nos concitoyens et des travailleurs de la Ville de Bruxelles.

**M. le Bourgmestre**.- J'assume totalement la situation. Ce budget figure dans l'enveloppe de mon cabinet. Je confie à cette personne des missions particulières (suivi du dossier du parc Maximilien, salles de consommation...). Elle travaille plus qu'à temps plein et sa rémunération n'a pas changé par rapport au poste qu'elle occupait avant. Elle reste dans le même cadre budgétaire et moi, dans l'enveloppe budgétaire qui a été décidée ici en toute transparence. Cette personne remplit une vraie fonction. Il ne s'agit pas d'un emploi de complaisance. Elle travaille en permanence sur ce projet. J'assume donc totalement le fait qu'elle soit rémunérée à la fois par le CPAS et la Ville. Elle est la seule dans ce cas. Je n'y vois aucune mauvaise gouvernance. Les choses sont totalement transparentes en termes de rémunération et de véhicule.

**M. Weytsman**.- Je pense que cette personne n'est pas la seule concernée par une double rémunération. Je suis choqué. Nous devrions disposer au moins d'un détail des fonctions remplies soit au CPAS soit à la Ville. Je souhaite un cadastre des voitures-salaires attribuées selon la fonction. Pourquoi cette cheffe de cabinet dispose-t-elle d'une voiture alors que son prédécesseur n'en avait pas ? Les chefs de cabinet sont déjà bien rémunérés. Si vous pensez que pareille situation sera facile à expliquer aux travailleurs de la Ville ou aux citoyens, nous ne vivons pas sur la même planète !

### **Motion - Motie**

**Proposition de motion cosignée par M. Ouriaghli, Mme Hoessen, Mme Nagy et Mme Persoons pour les groupes PS, Ecolo-Groen, DÉFI et Change.Brussels**  
**visant à déclarer la Ville de Bruxelles en état d'urgence climatique**



**Voorstel van motie mede-ondertekend door dhr. Ouriaghli, mevr. Houssen,  
mevr. Nagy en mevr. Persoons voor de fracties PS, Ecolo-Groen, DÉFI en  
Change.Brussels, die ertoe strekt in de Stad Brussel de klimaatnoodtoestand uit  
te roepen**

**Mevrouw Hoessen**.- Mijnheer de voorzitter, ik dank iedereen voor de constructieve samenwerking van vanavond, gelet op het dringende karakter van de motie, over partijgrenzen, groepen, meerderheid en oppositie heen. Ik dank ook in het bijzonder de collega's Bauwens en Weytsman.

De basistekst heeft iedereen intussen uitgebreid kunnen doornemen. De amendementen zijn in track change terug te vinden. Ze zouden intussen moeten zijn uitgedeeld. We vragen de brede politieke steun van alle fracties voor de amendementen en voor de tekst in zijn geheel.

**M. Talbi**.- La Ville de Namur interdira les chaufferettes aux terrasses des cafés et restaurants en juin 2021. Vu l'urgence climatique, une telle mesure ne pourrait-elle pas être prise à Bruxelles dès maintenant ?

**De heer Vanden Borre**.- Ik heb daarstraks al gezegd dat de dringendheid waarvan sprake, volledig zelf gecreëerd is.

De discussie tijdens de schorsing van twintig minuten zal er wellicht toe leiden dat de motie vanavond wordt aangenomen. Het is bijzonder ontluisterend dat een dergelijk belangrijk debat in twintig minuten in de coulissen wordt afgehandeld.

Dit debat heeft in de eerste plaats nood aan een onderbouwd beleid. Er is duidelijk aangetoond dat daarvan geen sprake is, waardoor de motie totaal ongeloofwaardig wordt.

De Stad Brussel roept de klimaatnoodtoestand uit. Er wordt echter nergens uitgelegd wat dat precies inhoudt. Een noodtoestand is een bijzondere situatie, waarbij in principe bijzondere bevoegdheden aan het bestuur worden gegeven. Het is een situatie waar men niet zo licht kan over gaan.

Wat is de bedoeling van de noodtoestand? Zal de gemeenteraad buitenspel worden

gezet en worden de bevoegdheden ter zake overgedragen aan het College? Zullen we in de toekomst te maken krijgen met het triumviraat Close-Hellings-Maingain? Zullen zij het voor het zeggen hebben en het klimaat redden? En wat is de volgende stap? U kunt het al raden: keizer Close!

Het beeld dat ik nu schets, toont hoe ridicuul het debat wordt gevoerd.

Dat de maatregelen op het vlak van klimaat worden aangescherpt, vind ik positief, maar we hebben het advies nodig van externe experts, die kunnen aantonen wat de maatregelen concreet opbrengen.

We moeten afstand nemen van de huidige symboolpolitiek en objectief uitzoeken welke maatregelen effect hebben en hoeveel ze kosten. Pas dan kunnen we een inhoudelijk debat voeren. Op basis van deze motie is dat onmogelijk.

**Mme El Bakri**.- Nous soutenons pleinement cette motion sur l'urgence climatique. Nous avons dix ans pour atteindre les objectifs de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Les rapports scientifiques sont de plus en plus alarmants. Et si un acteur de la société a bien compris l'urgence de la question, c'est bien la jeunesse et les milliers de jeunes qui se mobilisent dans la rue. Les efforts demandés au citoyen ne suffiront plus à enrayer la catastrophe climatique. Des normes contraignantes doivent désormais être imposées à ceux qui sont responsables des émissions de gaz à effet de serre. En Belgique, il s'agit de 300 entreprises pour 40 % des émissions.

Je me réjouis qu'ait été adopté l'amendement visant à faire passer de 40 % à 55 % l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, au vu du texte voté à la Chambre, je ne comprends pas pourquoi - je m'adresse particulièrement au groupe Ecolo - votre texte utilise les termes « tendre vers les 55 % ». Ce n'est pas un détail. Dans la bouche du PS, cela signifie « ne pas atteindre cet objectif ».

*(Remarque de M. Close)*

Cela fait dix-huit ans que le PS occupe l'échevinat de l'enseignement et qu'il dit « tendre » vers la gratuité...

Je cite le texte signé par MM. Nollet, Calvo et d'autres : « Ensuite, nous demandons à

la Belgique de plaider au niveau européen pour un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030. » Pourquoi donc ajouter les termes « tendre vers » ?

*(Remarque de Mme Lalieux)*

**M. Weytsman**.- Je remercie les partis de la majorité d'avoir ouvert cette motion à un débat constructif et d'avoir accepté tous les amendements que j'ai déposés. J'ai été étonné du fait que ne soit pas reprise la résolution votée à l'unanimité au parlement fédéral. L'objectif est de prendre rapidement des mesures structurelles concrètes, mais aussi d'aborder la question des énergies renouvelables, un domaine où les villes peuvent faire beaucoup. Il s'agit aussi de fixer des objectifs en termes d'efficacité énergétique. Les termes « tendre vers » conviennent au MR.

*(Colloque)*

J'ai également demandé de renforcer le plan climat, déjà très ambitieux, et de prévoir sa fusion avec l'Agenda 21.

Je comprends que la Ville souhaite travailler en priorité sur la rénovation et l'isolation des bâtiments sociaux. Le MR vous soutient totalement sur ce point. Toutefois, le seul amendement que vous n'avez pas retenu est celui dans lequel je demande aussi un soutien aux propriétaires privés. Car le but est d'atteindre nos objectifs sur l'ensemble de notre territoire. Et nous n'y arriverons pas sans les propriétaires privés. Tous mes amendements relatifs à la mobilité ont été repris.

Je souhaitais que tous les plans (enseignement, emploi, formation) soient intégrés dans cette logique transversale, et c'est le cas.

**M. Hellings**, échevin.- Vous avez travaillé toute la soirée en marge de notre Conseil communal. Les conditions n'étaient pas idéales, et je vous prie de m'en excuser, mais l'urgence climatique l'exigeait. Je vous remercie pour votre souplesse. Je remercie le MR, le PTB, le cdH-CD&V et les indépendants d'avoir collaboré avec les partis de la majorité.

Nous avons initialement inscrit le chiffre de 40 %, car il correspondait à l'engagement pris par la Ville en signant la Convention des maires pour le climat. Le point 2 dispose que la Ville se calque sur l'objectif de neutralité carbone en 2050, ce qui est très ambitieux. D'ailleurs, 66 pays viennent d'annoncer à l'ONU qu'ils se fixaient le même objectif pour 2050. Nous sommes donc plus ambitieux. Nous voterons votre amendement.

Monsieur Vanden Borre, nos politiques climatiques seront correctement financées dans les prochains budgets, avec des retours sur investissement grâce notamment à la diminution des factures d'énergie. Il s'agit donc d'objectifs environnementaux et budgétaires. Pour le plan climat, une association se chargera de s'adresser au citoyen par le biais d'un système participatif.

Les représentants de Rise for Climate ont affirmé hier à la tribune de la place Jean Rey qu'il s'agissait d'une motion forte et ambitieuse qu'ils soutenaient.

**M. Maingain**, échevin.- S'agissant des chaufferettes, nous réfléchissons à une amélioration de nos réglementations visant leur interdiction, mais tout en permettant à nos commerces de perdurer. Nous recherchons des formules alternatives dans ce domaine, en concertation avec un secteur commercial déjà en difficulté. Chacune de nos propositions de transition se voit accompagnée d'une solution alternative.

**M. le Bourgmestre**.- Sous l'échevinat de M. El Ktibi, nous avons déjà lancé un plan climat qui avait été largement adopté, cela avant que vous ne siégiez dans notre Conseil. La présente motion s'inscrit dans cette trajectoire, avec des objectifs encore plus ambitieux. Nous devons tenir nos engagements, ce qui demandera un travail de tous les instants.

**Mme El Bakri**.- Tous les rapports nous disent que faute d'atteindre les objectifs fixés

pour 2030, nous n'atteindrons pas non plus ceux de 2050. Le temps joue contre nous. Avec votre confiance aveugle dans le marché, la diminution moyenne des émissions de gaz à effet de serre est de 1 %. Il faut donc être intransigeant sur l'objectif de 55 %.  
(Colloques)

Dans notre amendement, nous proposons l'ajout d'un cinquième point demandant à la Région de réaliser une étude de faisabilité sur la gratuité des transports en commun. Je ne comprends pas l'argument avancé, selon lequel cette matière ne relève pas de nos compétences. Faire pression sur un autre niveau de pouvoir est de notre compétence. D'autres villes ont pris cette décision, comme Dunkerque ou Paris. Et Anne Hidalgo est socialiste... Une telle mesure figure parmi les principaux moyens de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre en ville. Or elle n'apparaît même pas dans ce texte. Je le regrette.

(Colloques)

**M. le Président.**- Nous devons à présent nous prononcer sur l'amendement déposé par le PTB.

(Il est procédé au vote nominatif.)

**M. le Président.**- Rejeté.

**M. le Président.**- Nous devons à présent nous prononcer sur l'ensemble de la proposition de motion telle qu'amendée.

(Il est procédé au vote nominatif.)

**M. le Président.**- Adoptée.

### **Prochaines séances**

Vendredi 4 octobre 2019

à partir de 14 heures : sections ordinaires.

Lundi 7 octobre 2019

à 16h : séance publique suivie d'un comité secret.

**Mme la Présidente.**- La séance publique est levée.

- *La séance publique est levée à 21h45.*

- *De openbare zitting wordt opgeheven te 21u45.*